

## Commission paritaire de l'agriculture

### Convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture

#### Numéro d'enregistrement

#### Champ d'application

1. Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers qui ressortissent à la Commission paritaire de l'agriculture.
2. La présente convention collective de travail ne s'applique toutefois pas aux:
  - a. travailleurs occasionnels et saisonniers comme visés à l'article 8bis de l'AR du 28/11/1969;
  - b. employeurs établis hors de la Belgique et dont les travailleurs sont détachés en Belgique dans le sens des dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil;
  - c. personnes occupées dans le cadre d'un contrat de travail d'étudiant;
  - d. personnes occupées avec un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécialement mené par le pouvoir public aux fins de formation, d'efforts pour l'emploi et de recyclage.
3. Les avantages définis dans la présente convention collective de travail tombent sous l'application de l'article 12 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire.
4. Par «ouvriers», il faut entendre les ouvriers et ouvrières.
5. Les parties demandent la force obligatoire de cette convention collective de travail.

#### Définitions

6. Les notions reprises dans la suite de la présente convention collective de travail et ses annexes sont expliquées dans le glossaire joint en annexe à la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, dans la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension, appelée ci-après «CCT du 5 février 2008». Les notions doivent en tout cas être interprétées dans le sens défini par la Loi relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après «LPC», et ses arrêtés d'exécution.

#### Objet

7. Cette convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la LPC et en exécution de la décision des organisations représentatives de la commission paritaire de l'agriculture, notamment le protocole d'accord du 22 mai 2007.
8. Cette convention collective de travail a pour unique objet l'instauration d'un plan social sectoriel de pension comportant deux volets:
  - a. l'engagement de pension;
  - b. l'engagement de solidarité.

#### Désignation de l'organisateur

9. Le Fonds de pensions-second pilier CP 144 est désigné comme organisateur. Ce fonds est un fonds de sécurité d'existence institué conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence. Ce fonds sera appelé ci-après («organisateur»).

### **Engagement de pension**

10. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et devoirs de l'organisateur, de l'institution de pension, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de pension qui est joint en annexe à la présente convention collective de travail.
11. La gestion de l'engagement de pension comporte les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur à la société anonyme Fortis Insurance Belgium, qui a son siège social à 1000 Bruxelles, boulevard Émile Jacqmain 53 (autorisée par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 79) appelée ci-après («institution de pension»).
12. Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de pension, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

### **Engagement de solidarité**

13. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité, ainsi que les droits et devoirs de l'organisateur, de l'institution de solidarité, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de solidarité qui est joint en annexe à la présente convention collective de travail.
14. La gestion de l'engagement de solidarité comporte les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur au Fonds social et de garantie pour l'agriculture, qui a son siège social à 1000 Bruxelles, rue de Spa 8, appelée ci-après l'«institution de solidarité».
15. Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de solidarité, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

### **Financement du plan social sectoriel de pension**

16. Les règles et modalités relatives au financement du plan social sectoriel de pension sont fixées dans le règlement de financement qui est joint en annexe à la présente convention collective de travail.

### **Entrée en vigueur du plan sectoriel social de pension**

17. Le plan social sectoriel de pension entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### **Entrée en vigueur, durée de validité et procédure de dénonciation de cette convention collective de travail**

18. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et est conclue pour une durée indéterminée.
19. Cette convention collective de travail peut être dénoncée moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes:
  - a. le respect de l'article 10 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après LPC, ce qui signifie que la décision d'abroger le plan social sectoriel de pension n'est valide que lorsqu'elle a remporté 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire, représentant les employeurs et 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire, représentant les travailleurs, et
  - b. un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission paritaire de l'agriculture.

R

20. Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention collective de travail.
- a. Annexe 1: Règlement de pension
  - b. Annexe 2: Règlement de solidarité
  - c. Annexe 3: Règlement de financement
  - d. Annexe 4: Glossaire

## Annexe 1<sup>e</sup>

### Règlement de pension

#### 1. Mission et objet de l'engagement de pension

- 1.1. Le règlement de pension est rédigé en exécution de la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension, appelée ci-après «CCT du 5 février 2008».
- 1.2. Le règlement de pension fixe les conditions d'adhésion, les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et devoirs de l'organisateur, de l'institution de pension, des affiliés et de leurs bénéficiaires.
- 1.3. L'objectif de l'engagement de pension est de garantir, outre les obligations légales en matière de pension et de son augmentation,
  - à l'affilié même, un capital ou une rente viagère à vie en cas de vie à la date terme
  - aux bénéficiaires visés par le présent règlement, un capital ou une rente de survie à vie en cas de décès de l'affilié avant la date terme.

#### 2. Gestion

- 2.1. Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de pension, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.
- 2.2. La gestion de l'engagement de pension comporte les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur à la société anonyme Fortis Insurance Belgium, qui a son siège social à 1000 Bruxelles, boulevard Émile Jacqmain 53 (autorisée par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 79) appelée ci-après l'«institution de pension».

#### 3. Fonctionnement dans le temps

- 3.1. L'engagement de pension prend effet au 1er janvier 2008. La continuité en va de pair avec l'engagement de solidarité tel qu'institué par la CCT du 5 février 2008.
- 3.2. Tout en tenant compte des dispositions légales, la convention de gestion peut être dénoncée en cas de non-paiement des primes, de commun accord entre l'organisateur et l'institution de pension ou par décision d'une des parties. La dénonciation se fait par lettre recommandée et impliquera automatiquement la dénonciation de la convention de gestion de l'engagement de solidarité.
- 3.3. Le compte individuel du participant est automatiquement activé au moment où il est satisfait aux conditions d'affiliation définies à l'article 5, cependant au plus tôt à partir de la date du début du plan social sectoriel de pension.

#### 4. Définitions

- 4.1. Les notions reprises dans la suite de la présente convention collective de travail et ses annexes sont expliquées dans le glossaire joint en annexe à la «CCT du 5 février 2008». Les notions doivent en tout cas être interprétées dans le sens défini par la Loi relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après «LPC».

#### 5. Affiliation

- 5.1. Le règlement de pension s'applique obligatoirement à tous les ouvriers liés au 1er janvier 2008 ou après par un contrat de travail à un employeur ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008» et dont le salaire est sujet aux cotisations de

sécurité sociale, à l'exception des ouvriers qui jouissent déjà d'une pension légale, mais qui continuent d'exercer leurs activités dans le cadre du travail autorisé comme retraité sans suspension de la pension légale de retraite.

- 5.2. Sont cependant explicitement exclus, les ouvriers exclus par la «**CCT** du 5 février 2008».
- 5.3. Chaque ouvrier qui remplit ces conditions d'affiliation est automatiquement et obligatoirement affilié. L'affiliation cesse au moment où les conditions susmentionnées ne sont plus respectées.

## 6. Engagement de pension

- 6.1. **L'engagement** de pension est un engagement du type contributions définies.
- 6.2. La contribution à l'engagement de pension est calculée trimestriellement par l'organisateur, sur la base du salaire déclaré à l'**ONSS** pour ce trimestre. Ces montants sont communiqués par l'organisateur à l'institution de pension.
- 6.3. **Les** contributions sont puisées dans le fonds de financement instauré à cet effet et qui fait partie intégrante de cet engagement de pension.
- 6.4. Les contributions sont versées en tant que capital au compte individuel de chacun des participants avec, comme date de validité, le premier jour du deuxième trimestre suivant le trimestre auquel la contribution se rapporte.
- 6.5. **Conformément** aux dispositions du règlement de pension, des sommes complémentaires pourront être versées au compte individuel du participant.
- 6.6. **Le** paiement des contributions cesse en cas de décès du participant avant terme ou lorsque l'ouvrier ne remplit plus la condition d'affiliation.
- 6.7. **La** technique d'assurances appliquée pour financer l'allocation en cas de vie au moment de l'âge terme est celle d'un «capital différé avec remboursement de la réserve constituée en cas de décès avant terme» (**CDAR**).
- 6.8. **L'allocation** en cas de décès avant terme est égale à la réserve acquise à ce moment-là, éventuellement majorée de la répartition des résultats octroyée par l'institution de pension.

## 7. Tarification

### 7.1. Taux technique

- 7.1.1. Le taux technique s'élève à 3,25 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 7.1.2. Le fonds de financement bénéficie également de ce taux technique à partir du versement des contributions.
- 7.1.3. En cas de modification du taux technique, le nouveau taux sera appliqué aux contributions versées à partir de l'entrée en vigueur de la modification du taux technique.

### 7.2. Participation aux bénéfices

- 7.2.1. En complément du tarif garanti, les comptes individuels participent au résultat de l'institution de pension, conformément aux dispositions de l'**AR 69** et selon le plan annuel de participation bénéficiaire tel qu'il est communiqué **chaque** année à la CBFA et au Conseil de surveillance.
- 7.2.2. La participation aux bénéfices octroyée s'ajoute aux réserves acquises en ce qui concerne les comptes individuels. Le taux de participation aux bénéfices s'ajoute aux taux techniques en ce qui concerne le fonds de financement.
- 7.2.3. Le plan de participation aux bénéfices déterminera le taux appliqué pour définir les prorata des contrats liquidés au cours de l'année.
- 7.2.4. L'institution de pension communiquera le mode de définition et le niveau de cette répartition du résultat à l'organisateur ainsi qu'aux affiliés à leur simple demande.

### 7.3. Frais de gestion

Les frais de gestion ne peuvent dépasser le maximum autorisé par la loi.

## 8. Fonds de réserve

**8.1. Conformément à l'AR 69**, le solde positif du compte des résultats est affecté à la constitution d'un fonds de réserve et d'un fonds de répartition.

**8.2. Le fonds de réserve doit**, compte tenu d'une partie du solde positif de l'exercice comptable affectée à la constitution du fonds de réserve, être au moins égal au plus grand des deux montants suivants:

8.2.1. 5 % de la provision pour **l'assurance-vie** au 31 décembre de l'exercice comptable visé;

8.2.2. le montant nécessaire à la constitution de la marge de solvabilité visée à l'article 18, C de l'arrêté royal du 22 décembre 1991 portant le règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, à constituer au 31 décembre de l'exercice comptable, relativement aux opérations visées par ledit arrêté.

8.3. Chaque année, et autant que nécessaire, un pourcentage des bénéfices annuels sera affecté comme dotation au fonds de réserve. À cette fin, un pourcentage sera proposé par l'institution de pension sur la base d'une simulation qui tiendra également compte du rendement comptable annuel de l'actif financier ainsi que de l'évolution des **primes**.

## 9. Droits acquis du participant

**9.1. Les droits acquis constitués** sur les comptes individuels, y compris les répartitions octroyées du résultat de l'institution de pension, sont la propriété de l'affilié à partir du moment où l'affilié peut justifier d'au moins 132 jours d'occupation cumulée auprès d'un ou plusieurs employeurs ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. L'occupation est constatée sur la base des jours de travail et assimilés déclarés auprès de l'ONSS. La période de 132 jours ne doit pas être ininterrompue.

9.2. S'il n'est pas satisfait à cette période minimale d'affiliation au moment du départ, les jours d'occupation cumulée auprès des plans sociaux sectoriels de pension ci-après seront, le cas échéant, pris en compte afin de vérifier s'il est satisfait à la période minimale d'affiliation ou non:

- a) le plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans les entreprises horticoles
- b) le plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles.

9.3. Les réserves acquises sont déterminées par l'institution de pension et ne seront en aucun cas inférieures aux réserves qui doivent être constituées en vertu des arrêtés d'exécution de la loi du 9/7/1975 et en vertu de la LPC.

9.4. Au cas où le montant de la réserve constituée serait inférieur au montant de la réserve acquise telle qu'elle découle de la LPC, les réserves manquantes seront puisées dans le fonds de financement. Si les moyens du fonds de financement sont insuffisantes, l'affilié ne peut s'adresser qu'à l'organisateur. L'institution de pension ne peut être obligée d'apurer le déficit à la place de l'organisateur.

9.5. Tant que le participant est occupé auprès d'un employeur ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», l'affilié ne peut obtenir le paiement des droits acquis.

9.6. Le rachat des droits acquis avant terme ou par anticipation, les avances sur les contrats et les mises en gage ne sont pas permis.

9.7. Si l'affilié, conformément à cet article, n'a pas droit à la réserve constituée et aux répartitions octroyées du résultat de l'institution de pension, ces montants sont reversés au fonds de financement.

## 10. Bénéficiaires et formalités en cas de liquidation

### 10.1. Le montant assuré à la date terme:

- Si l'affilié est en vie **au** terme du contrat d'assurance, la réserve acquise, majorée des répartitions octroyées du résultat de l'institution de pension est versée à l'affilié en personne.
- Dans ce cas, l'affilié transmet à l'institution de pension un formulaire, rédigé par l'institution de pension en vue de la liquidation des avantages, complété et signé par lui ou par son représentant légal.
- Le document de liquidation, complété et signé, constitue une quittance pour la somme payée.
- L'organisateur et **l'institution** de pension peuvent exiger tout document complémentaire afin de vérifier l'identité de l'affilié.

### 10.2. Le montant assuré en cas de décès de l'affilié avant la date terme:

- En cas de décès du participant avant le terme, les droits sont versés au(x) bénéficiaire(s) dans l'ordre suivant:
  - o Le conjoint de l'affilié (pour autant qu'aucune demande écrite de divorce n'ait été introduite auprès du tribunal) ou le partenaire légalement cohabitant de l'affilié, comme prévu dans les articles 1475 à 1479 du Code civil;
  - o À défaut, les enfants de l'affilié, ou, en cas de représentation, les héritiers de ces enfants en ligne directe;
  - o À défaut, le partenaire cohabitant de fait de l'affilié;
  - o À défaut, les parents de l'affilié;
  - o À défaut, le fonds de financement de l'engagement de pension.
- Compte tenu des dispositions légales et sans que l'organisateur ou l'institution de pension puissent être tenus responsables d'une éventuelle contestation, l'affilié peut, par écrit et par lettre recommandée à l'organisateur, modifier l'ordre ci-dessus ou désigner lui-même un bénéficiaire, la dernière lettre reçue par l'organisateur étant décisive.
- Le(s) bénéficiaire(s) **transmet(tent)** à l'institution de pension un extrait de l'acte de décès ainsi qu'un formulaire, rédigé par l'institution de pension en vue de la liquidation des avantages, complété et signé par le bénéficiaire ou par son représentant légal.
- Dans tous les cas, le document de liquidation, complété et signé, constitue une quittance pour la part du capital qui revient à chaque bénéficiaire.
- L'organisateur et l'institution de pension peuvent exiger tout document complémentaire afin de vérifier l'identité du bénéficiaire.

## 11. Liquidation

11.1. Lors de la liquidation, le bénéficiaire peut choisir entre, soit un paiement unique des droits en capital, soit une rente viagère à vie.

11.2. Le choix pour une liquidation par rente viagère doit être communiqué par le bénéficiaire à l'institution de pension, par une lettre datée et signée par le bénéficiaire ou son représentant légal. Lorsque le bénéficiaire, ou son représentant légal, n'indique pas de préférence sur le formulaire rédigé par l'institution de pension en vue de la liquidation des avantages, il est censé opter pour un versement unique des droits en capital.

11.3. Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère payable uniquement à lui ou d'une rente viagère qui, en cas de décès ultérieur du bénéficiaire, est transmissible pour un maximum de 80 % au conjoint survivant du bénéficiaire. Le bénéficiaire peut opter pour une indexation fixe annuelle de la rente viagère de 2 % maximum.

- 11.4. La conversion se fait conformément aux tarifs d'assurance en vigueur au moment de la liquidation, à l'âge du bénéficiaire et de l'éventuel conjoint et aux pourcentages choisis de transmissibilité et d'indexation.
- 11.5. Si le montant de la rente viagère annuelle disponible au départ:
- est supérieur à 750 €, le paiement de la rente viagère se fait en douzièmes mensuels égaux, payables à terme échu.
  - se situe entre 300 € et 750 €, le paiement se fait par quarts trimestriels égaux, payables à terme échu.
  - est inférieur à 300 € seul le paiement unique en capital est autorisé.
- 11.6. Le droit de revendication du montant assuré expire, conformément à la loi sur le contrat d'assurance terrestre, après 30 ans en cas de vie et après 3 ans en cas de décès.

## 12. Sortie

- 12.1. En cas de cessation du contrat de travail autrement que par la retraite ou le décès, et pour autant que le travailleur n'ait pas conclu un nouveau contrat de travail avec un employeur ressortissant également au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», les dispositions suivantes s'appliquent:
- 12.1.1. Dans un délai d'un an, l'organisateur, ou bien le participant avant que l'organisateur ne l'ait fait, informe par écrit l'institution de pension de la sortie.
- 12.1.2. Au plus tard dans les trente jours à partir de cette notification, l'institution de pension communique à l'organisateur les données suivantes:
- Le montant des réserves acquises, complétées des répartitions déjà octroyées des résultats de l'institution de pension;
  - Le montant des prestations acquises;
  - Les différents choix possibles conformément à l'art. 32, § 1er, de la LPC.
- 12.1.3. L'organisateur en informe immédiatement par écrit le participant.
- 12.1.4. Le participant notifie, dans les trente jours à partir de la communication visée au point 12.1.3, l'organisateur de son choix. À défaut, il est censé avoir opté pour la continuation de son affiliation au régime sectoriel de pension complémentaire, en conservant les options prévues par l'art. 32, § 3, 3<sup>o</sup> alinéa de la LPC et par les arrêtés d'exécution.
- 12.1.5. Les modalités de transfert sont déterminées conformément à l'art. 32, § 4 de la LPC et aux arrêtés d'exécution.
- 12.1.6. Si le participant informe lui-même l'institution de pension, avant la notification par l'organisateur visée à l'article 12.1.1, et déclare qu'il reste affilié au régime sectoriel de pension complémentaire, la procédure prévue aux articles 12.1.2 à 5 ne s'applique pas.

## 13. Fonds de financement

- 13.1. En exécution du présent règlement, un fonds de financement est créé.
- 13.2. Fonctionnement du fonds de financement
- 13.2.1. Rentrées du fonds de financement
- Les versements globaux perçus par l'ONSS et transmis par l'intermédiaire de l'organisateur;
  - Les compléments issus du régime de l'engagement de solidarité, conformément aux dispositions, fixées au règlement de solidarité, en vigueur pour ce régime;
  - Les réserves non acquises conformément à l'article 9 ci-dessus;
  - Les capitaux de décès en exécution de l'article 10.2 ci-dessus;
  - Les rendements octroyés par l'institution de pension, majorés de la part de la répartition des résultats de l'institution de pension.
- 13.2.2. Dépenses du fonds de financement



- Les contributions individuelles telles qu'elles sont versées aux comptes individuels des participants conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus;
- Les éventuels compléments aux réserves constituées individuellement, visées à l'article 9 ci-dessus.

### 13.3. **Propriété** et gestion du fonds de financement

13.3.1. Le fonds de financement est la propriété incontestée des affiliés.

13.3.2. Le fonds de financement est géré par l'institution de pension et reçoit le même rendement global (au prorata du temps des données de valeur en vigueur) que celui qui est affecté aux réserves.

13.3.3. Lorsque l'engagement de pension est arrêté auprès de l'institution de pension sans qu'il soit continué auprès d'une autre institution de pension, les éventuelles contributions arriérées sont apurées et le fonds de financement réparti entre les affiliés et les rentiers proportionnellement à leur réserve individuelle.

13.3.4. Si, pour quelque raison que ce soit, un employeur ou un travailleur cesse de relever du champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», il ne peut en aucune manière prétendre aux avoirs du fonds de financement.

### 14. **Comité** de surveillance

14.1. Conformément à l'article 41 de la LPC, il existe, au sein de l'institution de pension, un Comité de surveillance.

14.2. Le Comité de surveillance est composé pour moitié de membres représentant le personnel à qui l'engagement de pension est fait et pour l'autre moitié d'employeurs.

14.3. Le Comité de surveillance contrôle la bonne exécution de l'engagement de pension par l'institution de pension et se fait annuellement transmettre le rapport de gestion de l'engagement de pension avant de remettre celui-ci à l'organisateur.

14.4. Le Comité de surveillance décide chaque année du pourcentage de la répartition du résultat qui sera octroyé à l'affilié.

14.5. Le Comité de surveillance donne son avis concernant le pourcentage appliqué aux bénéfices annuels qui est affecté en tant que dotation au fonds de réserve.

### 15. Obligations des parties concernées

#### 15.1. Droits et devoirs de l'organisateur

- L'organisateur transmettra par voie électronique à l'institution de pension toutes les données disponibles requises pour l'exécution de l'engagement de pension.
- L'organisateur reversera immédiatement les contributions pour l'engagement de pension, telles qu'elles sont perçues par l'ONSS et versées globalement à l'organisateur, à l'institution de pension.
- L'organisateur mettra à la disposition des affiliés, à leur simple demande, le règlement de pension.
- L'organisateur mettra à la disposition des affiliés, à leur simple demande, le rapport de l'institution de pension.
- L'organisateur mettra à la disposition de l'affilié, à sa simple demande, le rapport de gestion de l'engagement de pension.
- L'organisateur exécutera tous les accords comme repris en un contrat de gestion, mutuellement accepté et signé, entre l'organisateur et l'institution de pension.

- L'organisateur respectera toutes les obligations imposées à l'organisateur par la **LPC**.

#### 15.2. Droits et devoirs de l'institution de pension

- L'institution de pension reversera immédiatement les contributions au fonds de financement.
- L'institution de pension garantira les tarifs d'assurance, en respectant les dispositions légales en vigueur.
- L'institution de pension exécutera tous les accords comme repris en un contrat de gestion, mutuellement accepté et signé, entre l'organisateur et l'institution de pension.
- L'institution de pension respectera toutes les obligations telles qu'elles sont imposées par la LPC à l'institution de pension et éventuellement précisées et complétées en exécution du point précédent. Celles-ci comprennent notamment, sans être limitatif:
  - o L'envoi annuel, par écrit et par voie postale, d'une fiche d'information reprenant le montant des contributions, les prestations acquises et la date à laquelle elles sont exigibles, la réserve acquise de l'exercice en cours et du précédent, la part déjà octroyée de la répartition des résultats et, pour les affiliés de plus de 45 ans, au moins tous les cinq ans le montant de la rente viagère envisageable en cas de retraite, sans retenue fiscale, sur la base de l'hypothèse que les contributions continuent jusqu'au terme.
  - o La remise annuelle à l'organisateur d'un rapport de gestion de l'engagement de pension, reprenant notamment les renseignements suivants:
    - Le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles de ce financement;
    - La stratégie de placements à long et à court terme et la mesure dans laquelle il y est tenu compte des aspects sociaux, éthiques et écologiques
    - Le rendement des placements;
    - Les coûts pris en compte;
    - Le montant et le mode de répartition du résultat de l'institution de pension.

#### 15.3. Droits et devoirs de l'affilié

- L'affilié se soumet aux dispositions du règlement de pension.
- L'affilié autorise l'organisateur à transmettre à l'institution de pension tous renseignements et pièces justificatives nécessaires pour remplir les obligations de l'institution de pension vis-à-vis de l'affilié ou de son/ses bénéficiaire(s).
- L'affilié ou son/ses bénéficiaire(s) **transmet(tent)** le cas échéant les renseignements et pièces justificatives à l'organisateur ou à l'institution de pension.
- Au cas où l'affilié ou son/ses bénéficiaire(s) ne respectera(en)t pas une condition imposée par ce règlement de pension, et qu'il s'en suivrait une perte de droits pour lui/eux, l'organisateur et l'institution de pension seront en même mesure libérés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié ou de son/ses bénéficiaire(s) relatives aux prestations fournies en vertu de ce règlement de pension.

### 16. Incontestabilité des données

- 16.1. L'institution de pension couvre le participant sur la base des données qui lui sont transmises par l'organisateur.
- 16.2. L'organisateur garantit l'exactitude des renseignements et est responsable des conséquences qui découlent de tout renseignement imprécis, incomplet, inexact ou tardif fourni à l'institution de pension.
- 16.3. L'institution de pension ne tient compte que des données communiquées en dernier lieu.
17. Protection de la **vie** privée
- 17.1. Pour l'exécution de l'engagement de pension, l'organisateur fournit les données personnelles nécessaires à l'institution de pension.
- 17.2. L'institution de pension traite ces données confidentiellement et dans le but exclusif de gestion de l'engagement de pension, à l'exclusion de tout autre objectif, commercial ou non.
- 17.3. Tout participant dont les données personnelles sont conservées a le droit d'en obtenir la consultation et la correction, moyennant une demande écrite à l'institution de pension, accompagnée d'une copie de la carte d'identité.
18. **Institution**, modification et abolition et transfert de l'engagement de pension
- 18.1.1. L'engagement de pension ne peut être modifié, terminé et/ou transféré à une autre institution de pension, conformément aux dispositions de la LPC, que par une modification ou la dénonciation de la «CCT du 5 février 2008».
- 18.1.2. En cas de cessation ou de transfert de l'engagement de pension à une autre institution de pension, l'institution de pension exemptera les comptes de pension de contribution, sur la base des contributions reçues effectivement jusqu'au moment de la cessation ou du transfert.
- 18.1.3. L'éventuelle modification n'entraînera en aucun cas une diminution des prestations acquises ou des réserves acquises pour les exercices passés.
- 18.1.4. Aucune indemnité ou perte de participation aux bénéfices ne sera imputée aux affiliés ou déduite de la réserve acquise au moment du transfert.
19. Dispositions fiscales et montants bruts
- 19.1. Lorsque l'affilié et le bénéficiaire ont leur domicile en Belgique, la loi belge s'applique, sur la base de cette situation, dès le début de cette engagement de pension, tant aux **contributions** qu'aux versements. Dans le cas contraire, les charges fiscales et/ou sociales pourraient être appliquées sur la base de la législation étrangère, en exécution des traités internationaux applicables en la matière.
- 19.2. Sur la base de la législation fiscale belge en vigueur à la date du début de l'engagement de pension, les contributions patronales constituent des frais professionnels déductibles pour autant que le montant total des allocations garanties par ce règlement suite au départ à la retraite, des pensions légales et de toute autre allocation de même nature ne dépasse pas 80 % du dernier salaire brut normal. En cela, il sera tenu compte de la durée normale d'activité professionnelle, de la transmissibilité en faveur du conjoint survivant (avec un maximum de 80 %) et de l'indexation prévue de la rente (avec un maximum de 2 %).
- 19.3. Tous les montants, avantages et allocations qui découlent de ce règlement de pension et du plan social sectoriel de pension sont des montants bruts qui devront être minorés de toutes les retenues, prélèvements, cotisations et contributions dus en vertu de la loi. Tous ces retenues, prélèvements, cotisations et contributions sont à charge de l'affilié ou du/des bénéficiaire(s).

## 20. Transfert des réserves à une autre institution de pension

20.1. Chaque affilié peut transférer vers l'institution de pension les droits acquis constitués auprès d'une autre institution de pension dans le cadre d'une autre activité professionnelle. L'institution de pension rédigera à cette fin une fiche d'information spécifique et la transmettra à l'affilié.

## 21. Droit applicable

21.1. Le droit belge est applicable au règlement de pension et à tout ce qui s'y rapporte. Les litiges entre les parties à cet égard sont de la compétence des tribunaux belges.

21.2. Les dispositions de ce règlement de pension sont complétées des conditions générales de l'institution de pension. En cas de contradiction, les dispositions du règlement de pension priment.

## 22. Disposition finale

Le présent règlement est conclu sur la base des dispositions et applications actuellement connues de la LPC et des arrêtés d'exécution.



## Annexe 2

### Règlement de solidarité

#### Mission et objet de l'engagement de solidarité

Le règlement de solidarité est rédigé en exécution de la convention collective de travail du 5 février 2008 **instaurant** un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et **coordonnant** le plan sectoriel social de pension, appelée ci-après «CCT du 5 février 2008». Le règlement de solidarité fixe les conditions d'affiliation, les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité, ainsi que les droits et devoirs de l'organisateur, de l'institution de solidarité, des affiliés et de leurs bénéficiaires.

#### 2. Gestion

- 2.1. La gestion de l'engagement de solidarité comporte les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur au Fonds social et de garantie pour l'agriculture, fonds de sécurité d'existence qui a son siège social à 1040 Bruxelles, rue de **Trèves** 61, appelé ci-après l'«institution de solidarité».
- 2.2. Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de solidarité, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

#### 3. Fonctionnement dans le temps

L'engagement de solidarité prend effet au 1er janvier 2008. La continuité en va de pair avec l'engagement de pension tel qu'institué par la «CCT du 5 février 2008».

#### 4. Définitions

Les notions reprises dans la suite de la présente convention collective de travail et ses annexes sont expliquées dans le glossaire joint en annexe à la «CCT du 5 février 2008». Les notions doivent en tout cas être interprétées dans le sens défini par la Loi relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après «LPC».

#### 5. Affiliation

- 5.1. Le règlement de solidarité s'applique obligatoirement à tous les ouvriers liés au 1er janvier 2008 ou après par un contrat de travail à un employeur ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008» et dont le salaire est sujet aux cotisations de sécurité sociale, à l'exception des ouvriers qui jouissent déjà d'une pension légale, mais qui continuent d'exercer leurs activités dans le cadre du travail autorisé comme retraité sans suspension de la pension légale de retraite.
- 5.2. Sont cependant explicitement exclus, les ouvriers exclus par la «CCT du 5 février 2008».
- 5.3. Chaque ouvrier qui remplit ces conditions d'affiliation est automatiquement et obligatoirement affilié. L'affiliation cesse au moment où les conditions susmentionnées ne sont plus respectées.

#### 6. Engagement de **solidarité**

- 6.1. Pour autant que les moyens soient disponibles, les prestations de solidarité suivantes sont prévues:

- **Indemnité** de perte de revenus en cas de décès du participant au cours de sa carrière professionnelle sous la forme d'une rente inconditionnelle temporaire, d'une durée de 5 ans, égale à 250 € par an. Dans les limites fixées par la LPC et

l'AR régime de solidarité, la somme nominale des rentes est versée au moment du décès, de manière cumulée.

- > Une participation au financement de l'engagement de pension égale à 150 € pour la première période d'incapacité de travail de 200 jours ou plus après une période de revenu garanti dans une période de cinq trimestres consécutifs pour maladie, accident, congé d'accouchement ou de grossesse, accident du travail ou maladie professionnelle. Il n'est tenu compte que des périodes d'incapacité de travail qui commencent au 1er janvier 2008 au plus tôt.
- En cas de faillite de l'employeur, le financement de l'engagement de pension en couverture des contributions non payées au plan social sectoriel de pension, jusqu'à un mois maximum après la déclaration de la faillite.

6.2. Les prestations susmentionnées sont valables à partir du moment où l'affilié peut justifier d'au moins 132 jours d'occupation cumulée comme ouvrier auprès d'un ou **plusieurs** employeurs ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», à compter du 1er janvier 2008. L'occupation est constatée sur la base des jours de travail et assimilés déclarés auprès de l'ONSS. La période de 132 jours ne doit pas être ininterrompue.

6.3. S'il n'est pas satisfait à cette période minimale d'affiliation au moment du départ, les jours d'occupation cumulée auprès des plans sociaux sectoriels de pension ci-après seront, le cas échéant, pris en compte afin de vérifier s'il est satisfait à la période minimale d'affiliation ou non:

- le plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans les entreprises horticoles
- le plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles.

6.4. L'engagement de solidarité est un engagement de moyens. C'est-à-dire que les niveaux des prestations de solidarité peuvent être adaptés par l'organisateur aux moyens disponibles existants et attendus. Cela se fait en vue du maintien de l'équilibre financier, conformément aux dispositions de la LPC, de l'AR Régime de solidarité et de l'AR Financement du régime de solidarité et en concertation avec l'actuaire désigné.

6.5. Conformément à l'art. 6 de l'AR régime de solidarité, les prestations de solidarité sont diminuées lorsque les moyens sont insuffisants. À cette fin, l'organisateur prendra l'initiative d'adapter le présent règlement. Dans ce cas, les prestations sont diminuées dans l'ordre suivant:

- L'indemnité de perte de revenus en cas de décès;
- Le financement de la pension complémentaire en cas d'incapacité de travail;
- Le financement de la pension complémentaire en cas de faillite.

Dans les délais fixés par la CBFA, l'organisateur fera parvenir à celle-ci un plan de redressement à ces fins. S'il apparaît de l'avis annuel suivant de l'actuaire désigné que le plan de redressement n'a pas résulté en un équilibre financier, l'organisateur demandera à la CBFA d'imposer un plan de redressement.

## 7. Sortie

7.1. En cas de cessation du contrat de travail autrement que par la retraite ou le décès, et pour autant que le travailleur n'ait pas conclu un autre contrat de travail avec un employeur ressortissant également au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», tous les droits et avantages prévus dans le règlement de solidarité cessent immédiatement.

## 8. Financement

- 8.1. **Les** contributions pour le financement de l'engagement de solidarité sont calculées par l'organisateur sur, d'une part, le pourcentage des contributions mentionné au règlement de financement, joint en annexe de la «CCT du 5 février 2008» et, d'autre part, sur les salaires déclarés à l'ONSS. Ces contributions sont au moins égales à 4,40 % des contributions pour l'engagement de pension.
- 8.2. **Ces** contributions sont communiquées et intégralement reversées par l'organisateur à l'institution de solidarité. L'institution de solidarité reversera immédiatement les contributions au fonds de solidarité.
- 8.3. Les prestations de solidarité sont gérées conformément aux dispositions de l'AR Financement du régime de solidarité.
- 8.4. Les prestations de solidarité prévues à l'art. 6.1., premier et deuxième point, sont assurées auprès d'un organisme d'assurances autorisé par la Commission bancaire, financière et des assurances. La méthode de financement est fondée sur un tarif de risque selon la technique de primes temporaires d'un an et selon les principes d'un engagement de résultats. Le fonds de solidarité participe au résultat de l'organisme d'assurances, réalisé sur les prestations assurées, conformément aux conditions convenues avec l'institution de solidarité.
- 8.5. La prestation de solidarité prévue à l'art. 6.1., troisième point, suit entièrement les dispositions de l'AR Financement du régime de solidarité.

## 9. Bénéficiaires et **formalités** en cas de liquidation

### 9.1. Prestation en cas de décès du participant:

- En cas de décès du participant, les droits sont versés au(x) même(s) **bénéficiaire(s)** que prévus conformément au règlement de pension.
- L'organisateur et l'institution de pension peuvent exiger tout document complémentaire afin de vérifier l'identité du bénéficiaire.

### 9.2. Prestation en cas d'incapacité de travail:

- En cas d'incapacité de travail, la prestation est communiquée par l'organisateur à l'institution de pension. La prestation sera versée au compte individuel de pension du travailleur.

### 9.3. Prestations en cas de faillite:

- > Les contributions impayées à cause de la faillite sont déterminées sur la base de la comparaison entre les cotisations de sécurité sociale déclarées et les contributions effectivement reversées par l'ONSS. Ce montant est remis au fonds de financement de l'engagement de pension en vue de l'exécution des obligations de cet engagement.

## 10. Fonds de solidarité

10.1. En exécution du présent règlement, un fonds de solidarité est créé.

10.2. Le patrimoine de ce fonds de solidarité est uniquement affecté:

- au paiement des prestations de solidarité prévues par ce règlement, et
- au financement des prestations de solidarité prévues dans ce règlement, qui sont couvert par l'institution de solidarité sur la base d'un tarif de risque.

10.3. Fonctionnement du fonds:

### 10.3.1. Rentrées du fonds de solidarité

- Les versements prévus à l'article 8 de ce règlement;
- > le produit financier du fonds de solidarité, y compris tant le rendement des réserves du fonds de solidarité que la participation au résultat technique de l'institution de solidarité.

### 10.3.2. Dépenses du fonds de solidarité

- > le financement des prestations de solidarité prévues dans ce règlement, qui sont couvertes par l'institution de solidarité et fixées sur la base d'un **tarif** de risque;
- > Les contributions au financement du régime de la pension complémentaire en cas de faillite, conformément aux dispositions de ce règlement;
- les frais engagés pour la gestion de l'engagement de solidarité, en exécution du contrat de gestion entre l'organisateur et l'institution de solidarité, en respectant les dispositions de la LPC, de l'**AR** régime de solidarité et de l'AR financement du régime de solidarité.

#### 10.4. Propriété et gestion du fonds de solidarité

10.4.1. Le fonds de financement est la propriété incontestée des affiliés.

10.4.2. Si, pour quelque raison que ce soit, un employeur ou un travailleur cesse de relever du champ d'application de la «CCT du 5 février 2008», il ne peut en aucune manière prétendre aux avoirs du fonds de solidarité.

### 11. Obligations des parties concernées

#### 11.1. Droits et devoirs de l'organisateur

- L'organisateur transmettra par voie électronique toutes les données disponibles requises pour l'exécution de l'engagement de solidarité à l'institution de solidarité.
- L'organisateur reversera immédiatement les contributions pour l'engagement de solidarité, telles qu'elles sont perçues par l'ONSS et versées globalement à l'organisateur, à l'institution de solidarité.
- L'organisateur mettra à la disposition de l'affilié, à sa simple demande, le règlement de solidarité.
- L'organisateur mettra à la disposition de l'affilié, à sa simple demande, le rapport de gestion de l'engagement de solidarité.
- L'organisateur exécutera tous les accords repris en un contrat de gestion, mutuellement accepté et signé, entre l'organisateur et l'institution de solidarité.
- Toute autre obligation imposée à l'organisateur par la LPC.

#### 11.2. Droits et devoirs de l'institution de solidarité

- L'institution de solidarité reversera immédiatement les contributions au fonds de solidarité.
- Le respect et l'exécution des règles minimales en matière de financement, de constitution de provisions et de gestion du régime de solidarité, en exécution de l'AR Financement du régime de solidarité.
- Toutes les obligations imposées par la LPC et l'AR régime de solidarité aux institutions de pension. Celles-ci comprennent notamment:
  - La rédaction annuelle d'un état détaillé des actifs, un bilan et un compte de résultats du fonds de solidarité.
  - La transmission de ce rapport à la CBFA dans le mois suivant son approbation.
  - la gestion actuarielle et financière.
  - la détermination et la constitution de réserves et provisions.
  - le placement et l'évaluation des actifs du fonds de solidarité ont été fixés suivant les règles qui s'appliquent à la valeur de couverture des institutions de prévoyance, en exécution de la loi du 9 juillet 1975.

#### 11.3. Droits et devoirs de l'affilié



- L'affilié se soumet aux dispositions du règlement de solidarité.
- L'affilié autorise l'organisateur à transmettre à l'institution de solidarité tous renseignements et pièces justificatives nécessaires pour remplir les obligations de l'institution de solidarité vis-à-vis de l'affilié ou de **son/ses** bénéficiaire(s).
- L'affilié ou **son/ses** bénéficiaire(s) **transmet(tent)** le cas échéant les renseignements et pièces justificatives à l'organisateur ou à l'institution de solidarité.
- Au cas où l'affilié ou son/ses bénéficiaire(s) ne respectera(i)en)t pas une condition imposée par ce règlement de solidarité, et qu'il s'en suivrait une perte de droits pour lui/eux, l'organisateur et l'institution de solidarité seront en même mesure libérés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié ou de son/ses bénéficiaire(s) relatives aux prestations fournies en vertu de ce règlement de solidarité.

## 12. Incontestabilité des données

- 12.1. L'institution de solidarité couvre le participant sur la base des données qui lui sont transmises par l'organisateur.
- 12.2. L'organisateur garantit l'exactitude des renseignements et est responsable des conséquences qui découleraient de tout renseignement imprécis, incomplet, inexact ou tardif fourni à l'institution de solidarité.
- 12.3. L'institution de solidarité ne tient compte que des données communiquées en dernier lieu.

## 13. Protection de la vie privée

- 13.1. Pour l'exécution de l'engagement de solidarité, l'organisateur fournit les données personnelles nécessaires à l'institution de solidarité.
- 13.2. L'institution de solidarité traite ces données confidentiellement et dans le but exclusif de gestion de l'engagement de solidarité, à l'exclusion de tout autre objectif, commercial ou non.
- 13.3. Tout participant dont des données personnelles sont conservées a le droit d'en obtenir la consultation et la correction, moyennant une demande écrite à l'institution de solidarité, accompagnée d'une copie de la carte d'identité.

## 14. Droit de modification

- 14.1. L'engagement de solidarité peut être modifié ou terminé que par une modification ou la dénonciation de la «CCT du 5 février 2008».
- 14.2. L'ensemble des engagements de solidarité est un engagement de moyens. C'est-à-dire que les prestations de solidarité peuvent en permanence être adaptés aux moyens disponibles existants et escomptés.
- 14.3. Cela se fait en vue du maintien de l'équilibre financier, conformément aux dispositions de la loi et en concertation avec l'actuaire désigné.

## 15. Dissolution et liquidation du fonds de solidarité

- 15.1. En cas de dissolution et liquidation du fonds de solidarité, les dispositions des statuts de l'organisateur réglant les dissolution et liquidation doivent être respectées.

## 16. Droit applicable

- 16.1. Le droit belge est applicable au règlement de solidarité et à tout ce qui s'y rapporte. Les litiges entre les parties à cet égard sont de la compétence des tribunaux belges.
- 16.2. Les dispositions de ce règlement de solidarité sont complétées des conditions générales de l'institution de solidarité. En cas de contradiction, les dispositions du règlement de solidarité priment.

## 17. Montants bruts

17.1. Tous les montants, avantages et allocations qui découlent de ce règlement de **solidarité** et du plan social sectoriel de pension sont des montants bruts qui devront être minorés de toutes les retenues, prélèvements, cotisations et contributions dus en vertu de la loi. Tous ces retenues, prélèvements, cotisations et contributions sont à charge de l'affilié ou du/des bénéficiaire(s).

## 18. Disposition finale

Le présent règlement est conclu sur la base des dispositions et applications actuellement connues de la LPC et des arrêtés d'exécution.



## Annexe 3

### Règlement de financement

#### 1. Propos et objet du règlement de financement

Ce règlement de financement est rédigé en exécution de la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension, appelée ci-après «CCT du 5 février 2008».

Le règlement de financement fixe les règles et modalités relatives au financement du plan social sectoriel de pension.

#### 2. Fonctionnement dans le temps

Le règlement de financement prend effet au 1er janvier 2008.

#### 3. Définitions

Les notions reprises dans la suite de la présente convention collective de travail et ses annexes sont expliquées dans le glossaire joint en annexe à la «CCT du 5 février 2008». Les notions doivent en tout cas être interprétées dans le sens défini par la Loi relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après «LPC», et ses arrêtés d'exécution.

#### 4. Contributions et pourcentages de contributions

4.1. Les cotisations pour le financement du plan social sectoriel de pension sont calculées par l'organisateur sur la base, d'une part, du pourcentage de contributions mentionné au règlement de financement et, d'autre part, des salaires de référence déclarés à l'ONSS (à 108 %).

4.2. Les pourcentages de contribution comprennent tous les frais administratifs et tous les coûts pris en compte par l'institution de pension, à l'exclusion des cotisations ONSS et des taxes éventuelles.

#### 4.3. Relevé des pourcentages de contribution:

Période	Pourcentage de contribution applicable à l'engagement de pension	Pourcentage de contribution applicable à l'engagement de solidarité	Pourcentage de contribution à percevoir par l'ONSS
à partir du 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	0,96 % du salaire de référence	0,04 % du salaire de référence	1,00 % du salaire de référence



## Annexe 4

### Glossaire

Affiliés: l'ensemble des participants et des **ex-participants**

Ouvriers: les ouvriers et ouvrières dont le salaire est assujéti à l'ONSS.

Glossaire: annexe jointe à la CCT du 5 février 2008 instaurant un **plan** social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension, appelée ci-après «CCT du 5 février 2008», expliquant les notions reprises dans ces CCT et leurs annexes.

Bénéficiaire: personne physique à laquelle le versement du capital ou de la rente, prévus conformément au règlement de pension ou de solidarité, doit se faire.

Contribution engagement de pension: le montant payable par l'employeur pour l'engagement de pension en exécution du règlement de financement joint en annexe à la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension.

Contribution engagement de solidarité: le montant payable par l'employeur pour l'engagement de solidarité en exécution du règlement de financement joint en annexe à la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, dans la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension.

Contributions: les contributions telles qu'elles sont versées par l'employeur, par l'intermédiaire de l'ONSS, à l'organisateur du plan social sectoriel de pensions.

CCT: convention collective de travail.

CCT du 5 février 2008: la CCT du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, dans la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension.

CBFA: la Commission bancaire, financière et des assurances, en abrégé CBFA, le contrôleur intégré financier Institué par la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et l'arrêté d'exécution du 25 mars 2003.

Actuaire contrôleur: l'actuaire possédant les qualifications comme prévues à l'article 40bis de la loi du 9 juillet 1975, désigné par l'organisateur.

Participant: l'ouvrier qui appartient à la catégorie du personnel pour laquelle l'organisateur a instauré le plan social sectoriel de pension et qui remplit les conditions d'affiliation.

Terme ou date terme: la date de la retraite prévue au règlement de pension et le moment où le participant a droit au paiement du capital assuré en cas de vie. Le terme normal est fixé au premier jour du mois suivant la date où l'âge de 65 ans est atteint.

Partenaire cohabitant de fait: la personne avec qui l'affilié cohabite durant au moins un an sans interruption.

Règlement de financement: le règlement expliquant les caractéristiques des contributions.

Fonds de financement pension: système de réserve collective géré conformément aux objectifs et aux définitions fixées au règlement de pension.

Fonds de financement solidarité: système de réserve collective géré conformément aux objectifs et aux définitions fixées au règlement de solidarité, appelé aussi «fonds de solidarité».

Fonds de pensions-second pilier CP 144: l'organisateur du plan social sectoriel de pension pour les **ouvriers** occupés dans l'agriculture.

Ex-participant: ancien participant qui continue de jouir de droits actuels ou différés, conformément au règlement.

Assurance de groupe: convention conclue auprès d'une institution de pension en faveur de l'ensemble des affiliés, en exécution de l'engagement de pension.

Secteurs verts: l'ensemble des commissions paritaires 144, 145 et 132.

Organisateur: le Fonds de pensions-second pilier CP 144 tel qu'il a été institué par la convention collective de travail du 5 février 2008 instituant le Fonds de pensions-second pilier CP 144, à savoir la personne morale, composée paritairement, désignée par l'intermédiaire d'une CCT et instaurée conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui institue un régime de pensions.

Fiche d'information: l'extrait annuel qui est remis à l'affilié, contenant un relevé des droits déjà constitués à une date précise de l'année. Connue aussi sous le nom de «fiche de pension», «feuille de pension» ou «benefit statement».

AR 69: arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1er, 1° et 2° du Code des Impôts sur les Revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail.

AR régime de solidarité: l'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux.

AR Financement du régime de solidarité: l'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité.

Enfant: tout enfant légitime, né ou conçu, de l'affilié, ainsi que tout enfant naturel reconnu ou tout enfant adopté de l'affilié, ainsi que tout enfant du conjoint ou du partenaire de l'affilié marié, resp. légalement cohabitant, qui est domicilié à l'adresse de l'affilié.

Salaire: la totalité du salaire des ouvriers assujetti aux cotisations de sécurité sociales.

Garanti minimum: la loi oblige le secteur de garantir un montant minimum. Ce montant est mentionné à la fiche de pension. Si ce montant dépasse la réserve acquise, l'organisateur doit - lorsque l'affilié quitte le secteur en cas de retraite ou de levée de l'engagement de pension - verser une contribution supplémentaire pour financer la différence.

Transfert de réserves acquises: un affilié a la possibilité de transférer les réserves acquises relatives à son engagement de pension, pour autant qu'il ait quitté et que ces réserves ne fassent pas l'objet d'une avance ou d'une mise en gage. Après transfert de ces réserves acquises, l'affilié ne peut plus prétendre aux droits relatifs à son ancien engagement de pension.

Commission paritaire 144: Commission paritaire de l'agriculture.

Commission paritaire 145: Commission paritaire pour les **entreprises** horticoles.

Commission paritaire 132: Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles.

Fiche de pension: l'extrait annuel qui est remis à l'affilié, contenant un relevé des droits déjà constitués à une date précise de l'année. Connue aussi sous le nom de «fiche d'information», «feuille de pension» ou «benefit statement».

Règlement de pension: le règlement expliquant les caractéristiques des contributions: il décrit notamment les différents droits et devoirs du secteur, des affiliés et des bénéficiaires relatifs à l'engagement de pension, par exemple les conditions d'affiliation, les avantages de pension prévus, les paiements qui doivent se faire, par qui et quand.

Régime de pension: un engagement de pension collectif.

Engagement de pension: l'engagement d'une pension complémentaire par l'organisateur à l'affilié ou sons/ses bénéficiaire(s), en exécution de la convention collective de travail du 5 février 2008.

Contrat exonéré de contribution: la valeur du contrat d'assurance pour lequel les affiliés restent assurés sans continuation du paiement de la cotisation.

Salaire de référence: le salaire, majoré de 8 %, sur lequel des cotisations sont perçues par l'Office national de sécurité sociale.

ONSS: Office national de sécurité sociale.

Règlement de solidarité: le règlement expliquant les caractéristiques des contributions de l'engagement de solidarité. Il décrit notamment les différents droits et devoirs du secteur, des affiliés et des bénéficiaires relatifs à l'engagement de solidarité, par exemple les conditions d'affiliation, les avantages de solidarité prévus, les paiements qui doivent se faire, par qui et quand.

Engagement de solidarité: l'engagement de prestations de solidarité par l'organisateur à l'affilié ou sons/ses **bénéficiaire(s)**, en exécution de la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan social sectoriel de pension.

Plan social sectoriel de pension (complémentaire): l'ensemble de l'engagement de pension et de l'engagement de solidarité.

Institution de solidarité: le fonds de sécurité d'existence désigné pour la gestion de l'engagement de solidarité.

Régime de pension complémentaire: la pension de retraite et/ou de survie en cas de décès de l'affilié avant ou après sa retraite, ou la valeur du capital qui y correspond, octroyée sur la base des contributions obligatoires prévues par le règlement de pension en complément **d'une** pension fixée en vertu d'un règlement légal de sécurité sociale.

Engagement du type «contributions **définies**»: l'engagement de paiement de contributions fixées au préalable.

Tarif ou **tarif** de risque: l'ensemble des règles de tarification garanties par l'institution de pension ou de solidarité qui s'appliquent aux risques assurés, proposées par l'actuaire responsable de la société d'assurances et communiquées à la CBFA. Le tarif comprend les dispositions concernant le rendement, la table de mortalité éventuellement utilisée et les coûts pris en compte.

Engagement du type «contributions **définies**»: le secteur s'engage à verser à l'institution de pension une contribution fixe à des dates préétablies; au règlement de pension, il est fixé à l'avance à quelles dates les paiements doivent se faire; les contributions sont capitalisées par l'institution de pension selon les règles du règlement de pension, jusqu'au moment de leur paiement à l'affilié.

Sortie: la cessation du contrat de travail autrement que par la retraite ou le décès, et pour autant que le travailleur n'ait pas conclu un autre contrat de travail avec un employeur ressortissant également au champ d'application de la CCT du 5 février 2008 instaurant un plan social sectoriel de pension pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, ainsi que, le cas échéant, de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le plan sectoriel social de pension.

CDAR: capital différé avec remboursement de la réserve constituée en cas de décès avant terme.

Compte d'assurance ou compte de pension: le compte individuel au nom du participant, alimenté par les contributions de l'employeur.

Réserves acquises: les réserves ou le montant déjà constitué pour l'affilié à un moment donné, conformément au règlement de pension. La fiche de pension mentionne ce montant, ainsi que le montant de l'année précédente, afin de pouvoir vérifier son évolution.

Prestations acquises: le montant brut auquel l'affilié pourrait prétendre s'il quittait le secteur à la date mentionnée à l'émission de la fiche de pension, et pour autant que les réserves acquises soient laissées dans l'actuel engagement de pension.

Droits acquis: terme général englobant tant les réserves que les prestations acquises.

**LPC:** la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celle-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (**M.B.** 15/5/2003, éd. 2, err. M.B. 26/5/2003) y compris ses arrêtés d'exécution.

Anticipation: le paiement de la réserve acquise, majorée de la répartition déjà octroyée des résultats, à une date antérieure au terme normal. Conformément aux dispositions de la LPC, l'anticipation n'est possible qu'en cas de retraite au cours des cinq dernières années précédant le terme normal.

Report: si le participant reste occupé après le terme normal, et avec respect des conditions d'affiliation, la contribution de pension complémentaire restera due, le terme étant prolongé chaque fois d'un an.

Employeur: l'entreprise relevant de la Commission paritaire n° 144 et ressortissant au champ d'application de la «CCT du 5 février 2008».

Loi sur les pensions complémentaires ou LPC: la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celle-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15/5/2003, éd. 2, err. M.B. 26/5/2003) y compris ses arrêtés d'exécution.

Loi sur le contrat d'assurance terrestre: la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Partenaire légalement cohabitant: la personne avec qui l'affilié cohabite sous la forme de la cohabitation légale telle que visée aux articles 1475 à 1479 du Code civil, notamment une déclaration de cohabitation légale faite devant l'officier de l'état civil du lieu du domicile commun. Le partenaire doit satisfaire aux conditions susmentionnées au moment du décès de l'affilié concerné.





## **Paritair Comité voor de Landbouw**

### **Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 tot invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in de landbouw.**

#### **Registratienummer**

#### **Toepassingsgebied**

1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Landbouw
2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenwel niet van toepassing op :
  - a. De seizoens- en gelegenhedswerknemers zoals bepaald in artikel 8 bis van het KB van 28/11/1969
  - b. De buiten België gevestigde werkgevers waarvan de werknemers in België gedetacheerd worden in de zin van de bepalingen van titel II van de EEG-verordening nr. 1408/71 van de Raad;
  - c. De personen tewerkgesteld via een overeenkomst van studentenarbeid
  - d. De personen tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van een speciaal door met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinspannings-, en omscholingsprogramma.
3. De voordelen, omschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst vallen onder toepassing van artikel 12 van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid.
4. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.
5. De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan.

#### **Definities**

6. De begrippen die in het vervolg van deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen zijn opgenomen, worden toegelicht in de begrippenlijst, dewelke als bijlage is gehecht aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 tot invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw, alsook in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenplan, hierna "CAO van 5 februari 2008" genoemd. De begrippen moeten in elk geval worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet op de Aanvullende Pensioenen van 28 april 2003, hierna "WAP" genoemd en diens uitvoeringsbesluiten.

#### **Voorwerp**

7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de WAP en in uitvoering van de beslissing van de representatieve organisaties van het Paritair Comité voor de Landbouw van 20 november 2007.
8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig onderwerp de invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan dat twee luiken omvat :
  - a. De pensioentoezegging
  - b. De solidariteitstoezegging.

### **Aanduiding van de inrichter**

9. Het Fonds tweede pijler PC 144 wordt aangeduid als inrichter. Dit fonds is een fonds voor bestaanszekerheid opgericht conform de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid. Dit fonds zal hierna de inrichter genoemd worden.

### **Pensioentoezegging**

10. De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de pensioeninstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het pensioenreglement, dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.
11. Het beheer van de pensioentoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuarieel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan Fortis Insurance Belgium, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezen onder het nummer 79), hierna de pensioeninstelling genoemd.
12. Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

### **Solidariteitstoezegging**

13. De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het solidariteitsreglement dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.
14. Het beheer van de solidariteitstoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuarieel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Landbouw, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Trierstraat 61, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.
15. Binnen de juridische structuur van de solidariteitsinstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

### **Financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan**

16. De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan zijn vastgelegd in het financieringsreglement dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

### **Inwerkingtreding van het sociaal sectoraal pensioenplan**

17. Het sociaal sectoraal pensioenplan treedt in werking op 1 januari 2008.

### **Inwerkingtreding, duur en opzeggingsprocedure van deze collectieve arbeidsovereenkomst**

18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2008 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.
19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden mits naleving van de volgende cumulatieve voorwaarden :
  - a. Mits naleving van artikel 10 van de Wet op de Aanvullende Pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd, hetgeen betekent dat de beslissing tot opheffing van het sociaal sectoraal pensioenstelsel enkel geldig is wanneer zij

80% van de stemmen van de , in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van de stemmen van de, in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen, heeft behaald, en

- b. Mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Landbouw.

20. De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- a. Bijlage 1 : Pensioenreglement
- b. Bijlage 2 : Solidariteitsreglement
- c. Bijlage 3 : Financieringsreglement
- d. Bijlage 4: Begrippenlijst

## Bijlage 1 :

### Pensioenreglement

1. **Doel en voorwerp** van de pensioentoezegging.
  - 1.1. Het pensioenreglement **wordt opgemaakt** in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal **sectoraal** pensioenplan voor de **arbeiders tewerkgesteld in landbouw**, alsook in voorkomend **geval**, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en **coördinatie** van het sociaal sectoraal pensioenplan, hierna "CAO van 5 februari 2008" genoemd.
  - 1.2. Het pensioenreglement bepaalt de **aansluitingsvoorwaarden**, de regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de pensioeninstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden,
  - 1.3. Het doel van de pensioentoezegging is het garanderen, buiten de wettelijke verplichtingen inzake **pensioen** en ter verhoging ervan
    - aan de aangeslotene **zelf**, een kapitaal of een **levenslange lijfrente** indien hij in **leven** is op de einddatum
    - aan de begunstigden voorzien door onderhavig **reglement**, een kapitaal of een levenslange **overlevingsrente** in geval van overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum.
2. **Beheer**
  - 2.1. **Binnen** de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren **om** één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden
  - 2.2. Het beheer van de pensioentoezegging **omvat** de volgende deelaspecten: administratief, **financieel**, boekhoudkundig en actuariel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan Fortis Insurance **Belgium**, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke **zetel** te 1000 Brussel, Emile Jacquainlaan 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezen onder het **nummer** 79), hierna de pensioeninstelling genoemd.
3. **Werking in de tijd.**
  - 3.1. **De** pensioentoezegging vangt aan op 1 januari 2008. Het voortbestaan ervan gaat **samen** met de solidariteitstoezegging, **zoals** ingesteld bij de "CAO van 5 februari 2008".
  - 3.2. Met respect voor de geldende wettelijke bepalingen kan de **beheersovereenkomst** bij de pensioeninstelling opgezegd worden in geval van **niet-betaling** der premies, in gemeenschappelijk akkoord tussen de inrichter en de pensioeninstelling of door beslissing van één der partijen. De opzegging **moet** gebeuren door **middel** van een aangetekende brief en **zal** automatisch ook de opzegging van de beheersovereenkomst van de solidariteitstoezegging inhouden.
  - 3.3. **De** individuele rekening van de deelnemer treedt automatisch in werking op het moment dat voldaan werd aan de onder artikel 5 **gedefinieerde** aansluitingsvoorwaarden, doch ten vroegste vanaf de aanvangsdatum van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenplan.
4. **Definities.**
  - 4.1. **De** begrippen die in het vervolg van dit **reglement** opgenomen zijn, worden toegelicht in de begrippenlijst, dewelke **als** bijlage is gehecht aan de "CAO van 5 februari 2008". De begrippen **moeten** in **elk** geval worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet van de Aanvullende Pensioenen, hierna WAP genoemd.

## 5. Aansluiting

- 5.1. **Het** pensioenreglement is verplicht van toepassing op **alle arbeiders** die op of na 1 januari 2008 verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst met een **werkgever** ressorterend onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 **februari** 2008", en **waarvan** het **loon** onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen, met **uitzondering** van de arbeiders die al een **wettelijk** pensioen ontvangen, maar hun activiteiten blijven **uitoefenen** in het **kader** van de toegelaten arbeid **als** gepensioneerde zonder schorsing van het wettelijk rustpensioen.
- 5.2. **Zijn** echter **uitdrukkelijk uitgesloten** de arbeiders dewelke worden uitgesloten door de "CAO van 5 februari 2008".
- 5.3. Elke arbeider die deze aansluitingsvoorwaarden vervult, wordt **automatisch** en verplicht aangesloten. De aansluiting houdt op vanaf het moment dat bovenstaande aansluitingsvoorwaarden **niet meer** gerespecteerd zijn.

## 6. Pensioentoezegging.

- 6.1. **De** pensioentoezegging is een toezegging van het type vaste bijdrage.
- 6.2. De bijdrage **tot** de pensioentoezegging wordt per trimester berekend door de inrichter op basis van het voor dat trimester bij de RSZ aangegeven loon. Deze bijdragen worden door de inrichter medegedeeld aan de pensioeninstelling.
- 6.3. **De** bijdragen worden geput uit het met dit **doel** ingericht **financieringsfonds**, dat integraal **deel** uitmaakt van deze pensioentoezegging.
- 6.4. De bijdragen worden als koopsom op de individuele rekening van **elk** der **deelnemers** gestort met als **datum** van waarde de eerste dag van het tweede trimester volgend op het trimester waarop de **bijdrage** betrekking had.
- 6.5. **Overeenkomstig** de bepalingen van het pensioenreglement zullen aanvullende koopsommen op de individuele rekening van de deelnemer gestort kunnen worden.
- 6.6. De betaling van de bijdragen houdt op in **geval** van overlijden van de deelnemer voor de einddatum of in geval de arbeider de aansluitingsvoorwaarde niet meer vervult.
- 6.7. De verzekeringstechniek die aangewend wordt **om** de uitkering bij in **leven** zijn op de **eindleeftijd** te financieren is deze van "Uitgesteld **Kapitaal** Met terugbetaling van de opgebouwde **Reserve** bij overlijden voor de einddatum (UKMR)".
- 6.8. De uitkering in geval van overlijden voor de einddatum is gelijk aan de op dat moment verworven **reserve**, eventueel verhoogd met de door de pensioeninstelling toegekende verdeling der resultaten.

## 7. Tarificatie.

### 7.1. Technische rentevoet

- 7.1.1. De technische rentevoet bedraagt met ingang van 1 januari 2008 3,25 %.
- 7.1.2. Het financieringsfonds geniet eveneens van deze technische rentevoet vanaf de storting van de bijdragen.
- 7.1.3. Bij wijziging van de technische rentevoet, **zal** de nieuwe rentevoet toegepast worden op de bijdragen gestort vanaf de inwerkingtreding van de wijziging van de technische rentevoet.

### 7.2. Winstdeelname

- 7.2.1. In aanvulling op het gewaarborgd tarief, **delen** de individuele rekeningen in het resultaat van de pensioeninstelling in overeenstemming met de bepalingen van het **KB69** en volgens het jaarlijks **winstdeelnameplan** zoals jaarlijks meegedeeld aan de CBFA en aan de Toezichtsraad.

- 7.2.2. De toegekende **winstdeelname** komt boven op de verworven **reserves** wat de **individuele** rekeningen **betreft**. De **winstdeelnamevoet** komt boven op de technische rentevoet wat **het financieringsfonds** **betreft**.
- 7.2.3. Het winstdeelnameplan **zal** de rentevoet voorzien die toegepast wordt **om** de prorata te bepalen van de **contracten vereffend** in de **loop** van het jaar.
- 7.2.4. De pensioeninstelling **deelt** de wijze van bepaling en het niveau van deze verdeling van het **resultaat mee** aan de inrichter alsmede aan de aangeslotenen op eenvoudig verzoek.
- 7.3. Beheerskost  
De beheerskost bedraagt **maximaal** het wettelijk toegestane.

## 8. Reservefonds

- 8.1. **Overeenkomstig** de bepalingen van het **KB69** wordt het batig **saldo** van de resultaatsrekening aangewend voor de samenstelling van een **reservefonds** en een omslagfonds.
- 8.2. Het reservefonds **moet**, rekening gehouden met het **deel** van het batig saldo van het boekjaar dat aangewend wordt voor de vestiging van het reservefonds, **minstens** gelijk zijn aan het hoogste van de volgende twee bedragen :
- 8.2.1. 5% van de voorziening voor verzekering **leven** op **31** december het bedoelde boekjaar;
- 8.2.2. het bedrag dat nodig is om de solvabiliteitsmarge, bedoeld in artikel 18,C van het **Koninklijk Besluit van 22 februari 1991** houdende algemeen **reglement** betreffende de **controle** der verzekeringsondernemingen, per **31** december van dat boekjaar **samen** te stellen met betrekking **tot** de door dit besluit bedoelde **verrichtingen**.
- 8.3. Ieder jaar, en voor zover nodig, zal een percentage van de jaarlijkse winst aangewend worden **als** dotatie aan het reservefonds. Te dien einde, zal door de pensioeninstelling een percentage voorgesteld worden op basis van een simulatie die rekening zal houden in het bijzonder met het jaarlijks boekhoudkundig rendement van de **financiële** activa alsook met de evolutie van de premies.

## 9. Verworven rechten van de deelnemer.

- 9.1. De verworven **reserves** die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, met inbegrip van de toegekende verdelingen van het resultaat van de pensioeninstelling zijn de eigendom van de aangeslotene vanaf het moment dat de aangeslotene tenminste 132 dagen gecumuleerde tewerkstelling **als arbeider** bij één of meerdere werkgevers ressorterend onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008" kan aantonen, te tellen vanaf 1 januari 2008. De tewerkstelling wordt vastgesteld op basis van de bij de RSZ aangegeven arbeidsdagen en gelijkgestelde dagen. De **periode** van 132 dagen **hoeft niet** ononderbroken te zijn.
- 9.2. **Is** deze minimum aansluitingstermijn ten tijde van de uittreding niet voldaan, dan worden, in voorkomend **geval**, het aantal dagen gecumuleerde tewerkstelling bij onderstaande sociale sectorale pensioenplannen meegeteld **teneinde** na te gaan of de minimum aansluitingstermijn is voldaan of niet :
- het sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in het tuinbouwbedrijf
  - het sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van de technische **land-** en tuinbouw.
- 9.3. De verworven **reserves** worden bepaald door de pensioeninstelling en zullen in geen geval **lager** zijn dan de **reserves** die krachtens de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9.7.1975 en krachtens de WAP **moeten** worden opgebouwd.

- 9.4. Indien het bedrag van de **opgebouwde reserve kleiner** zou zijn dan het **bedrag** van de verworven **reserve zoals die voortvloeit uit** de WAP, worden de ontbrekende **reserves** geput uit het **financieringsfonds**. Indien de middelen van het **financieringsfonds** ontoereikend zouden **zijn**, kan de aangeslotene **zich enkel** richten **tot** de **inrichter**. De pensioeninstelling kan niet verplicht worden **om** dit tekort aan te zuiveren in de plaats van de inrichter.
- 9.5. Zolang de **deelnemer** tewerkgesteld is bij een werkgever die **ressorteert** onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008", kan de aangeslotene geen uitbetaling van de verworven aanspraken **krijgen**.
- 9.6. Afkoop der verworven rechten voor einddatum of vervroeging, voorschotten op de contracten en in pandgevingen zijn niet toegelaten.
- 9.7. Indien de aangeslotene overeenkomstig dit artikel geen recht **heeft** op de **reserve** die werd opgebouwd en de toegekende verdelingen van het resultaat van de pensioeninstelling worden deze bedragen in het financieringsfonds gestort.

## 10. Begunstigden en **formaliteiten** bij **vereffening**.

### 10.1. Het verzekerde bedrag op de einddatum :

- Indien de aangeslotene in **leven** is op de einddatum van het **verzekeringscontract**, wordt de verworven **reserve**, verhoogd met de toegekende verdelingen van het resultaat van de pensioeninstelling uitgekeerd aan de aangeslotene **zelf**.
- In dit **geval** maakt de aangeslotene aan de pensioeninstelling een door hem of zijn wettelijke vertegenwoordiger **ingevuld** en ondertekend formulier over, zoals dit met dit **doel** is opgesteld door de pensioeninstelling ter vereffening van de voordelen.
- Het ingevuld en ondertekend document van vereffening betekent een kwijting voor de uitbetaalde **som**.
- De inrichter en de pensioeninstelling kunnen ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de aangeslotene te **verifiëren**.

### 10.2. Het verzekerde bedrag bij overlijden van de aangeslotene voor de einddatum

- In geval van overlijden van de deelnemer voor de einddatum worden de aanspraken uitgekeerd aan de begunstigde(n) in volgende rangorde :
  - o De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene (voor zover geen **schriftelijk** verzoek **tot** scheiding werd ingediend bij de rechtbank) of de wettelijk samenwonende partner van de aangeslotene in de zin van artikels 1475 **tot** 1479 van het Burgerlijk Wetboek;
  - o Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, de erfgenamen van deze kinderen in rechte **lijn**;
  - o Bij ontstentenis de feitelijk samenwonende partner van de aangeslotene.
  - o Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotene.
  - o Bij ontstentenis het financieringsfonds van de pensioentoezegging.
- Met respect voor de wettelijke bepalingen en zonder dat de inrichter of de pensioeninstelling aansprakelijk kan worden gesteld voor een eventuele betwisting kan de aangeslotene schriftelijk per aangetekende brief aan de inrichter de bovengenoemde rangorde **wijzigen** of zelf een begunstigde aanduiden, waarbij de laatst bij de inrichter aangekomen betekende brief doorslaggevend **zal** zijn.
- De begunstigde(n) maakt of maken aan de pensioeninstelling een uittreksel uit de overlijdensakte over alsmede een door de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger ingevuld en ondertekend formulier, zoals dit met dit doel is opgesteld door de pensioeninstelling ter vereffening van de voordelen.

- In **alle** gevallen betekent **het** ingevuld en ondertekenend document van vereffening een kwijting voor het gedeelte van het kapitaal, dat aan iedere begunstigde toekomt.
- De **inrichter** en de **pensioeninstelling** kunnen ieder bijkomend document opvragen **om** de identiteit van de begunstigde te **verifiëren**.

## 11. Vereffening.

- 11.1. Bij vereffening kan de begunstigde kiezen tussen hetzij de éénmalige **uitbetaling** van de aanspraken in kapitaal, hetzij een omzetting in een levenslange **lijfrente**.
- 11.2. Een keuze voor een vereffening in lijfrente **moet** door de begunstigde **schriftelijk** meegedeeld worden aan de pensioeninstelling, gedateerd en getekend door de begunstigde of zijn wettelijke **vertegenwoordiger**. Wanneer de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger geen voorkeur aankruist op het **formulier, zoals** dit met dit **doel** is opgesteld door de pensioeninstelling ter vereffening van de **voordelen**, wordt verondersteld dat hij kiest voor de éénmalige uitkering van de aanspraken in kapitaal.
- 11.3. Naar keuze van de begunstigde kan het gaan om een lijfrente die **enkel** aan hem of haar betaald wordt of om een lijfrente die in **geval** van **later** overlijden van de begunstigde voor maximaal 80 % overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) van de begunstigde. De begunstigde kan kiezen voor een jaarlijkse vaste indexatie van de lijfrente met ten hoogste 2 %
- 11.4. De omzetting geschiedt overeenkomstig de verzekeringstarieven van kracht **op** het moment van vereffening, de **leeftijd** van de begunstigde en de **eventuele** echtgeno(o)t(e), en de gekozen percentages van overdraagbaarheid en indexatie.
- 11.5. Indien het bedrag van de beschikbare jaarlijkse lijfrente bij aanvang
- Hoger is dan 750 EUR, geschiedt de uitbetaling van de lijfrente per gelijke maandelijkse twaalfden, uitbetaald na verstreken termijn.
  - Gelegen is tussen 300 EUR en 750 EUR geschiedt de uitbetaling per gelijke driemaandelijkse vierden, uitbetaald na verstreken termijn.
  - Minder dan 300 EUR wordt slechts de éénmalige uitbetaling in kapitaal toegestaan.
- 11.6. Het recht **tot** opvragen van het verzekerde bedrag vervalt, overeenkomstig de wet op de iandverzekeringsovereenkomst, na 30 jaar in geval van **leven** en na 3 jaar in geval van overlijden.

## 12. Uittreding.

- 12.1. In geval van **beëindiging** van de arbeidsovereenkomst, anders dan door pensionering of overlijden, voor zover de deelnemer geen nieuwe arbeidsovereenkomst **heeft** gesloten met een werkgever die eveneens **valt** onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008", gelden volgende **bepalingen** :
- 12.1.1. Binnen een termijn van één jaar **stelt** de inrichter, dan **wel** de deelnemer **zelf** alvorens de inrichter dit heeft gedaan, de pensioeninstelling schriftelijk van de uittreding in kennis.
- 12.1.2. De pensioeninstelling **deelt** uiterlijk binnen de dertig dagen na deze kennisgeving aan de inrichter de volgende gegevens **mee** :
- Het bedrag van de verworven **reserves**, aangevuld met de reeds toegekende verdelingen van de resultaten van de pensioeninstelling
  - Het bedrag van de verworven prestaties.
  - De verschillende keuzemogelijkheden overeenkomstig art. 32, § 1 van de WAP.
- 12.1.3. De inrichter stelt de deelnemer hiervan onmiddellijk schriftelijk in kennis.



- 12.1.4. De deelnemer **stelt** binnen de **dertig** dagen na de **mededeling** vermeld onder 12.1.3. hierboven de inrichter van zijn **keuze** in kennis. Bij ontstentenis wordt hij veronderstelt te hebben gekozen **om** bij het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen aangesloten te blijven, met behoud van de opties voorzien in art. 32, § 3, 3<sup>e</sup> **lid** van de WAP en uitvoeringsbesluiten.
- 12.1.5. De modaliteiten van de overdracht worden bepaald overeenkomstig art. 32 § 4 van de WAP en uitvoeringsbesluiten.
- 12.1.6. Indien de deelnemer alvorens de kennisgeving vanwege de inrichter bedoeld onder artikel 12.1.1., **zelf** de pensioeninstelling in kennis stelt en meedeelt dat hij bij het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen aangesloten **blijft**, is de **procedure** vermeld onder artikel 12.1.2-5. hierboven **niet** van toepassing.

### 13. Financieringsfonds.

13.1. In uitvoering van dit **reglement** wordt een financieringsfonds opgericht.

13.2. Werking van het financieringsfonds

13.2.1. Inkomsten van het financieringsfonds

- De globale stortingen **geïnd** door de RSZ en overgemaakt via de inrichter
- De aanvullingen vanuit het stelsel van solidariteitstoezegging, overeenkomstig de voor dit stelsel **geldende** bepalingen vastgelegd in het solidariteitsreglement.
- De niet verworven **reserves** overeenkomstig artikel 9 hierboven.
- De overlijdenskapitalen in uitvoering van artikel **10.2.** hierboven.
- De rendementen toegekend door de pensioeninstelling, verhoogd met het aandeel in de verdeling van de resultaten van de pensioeninstelling.

13.2.2. Uitgaven van het financieringsfonds

- De individuele bijdragen, **zoals** deze overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 hierboven op de individuele rekeningen van de **deelnemers** worden gestort.
- De eventuele aanvullingen op de individueel opgebouwde **reserves** bedoeld in artikel 9. hierboven.

13.3. Eigendom en beheer van het financieringsfonds.

13.3.1. Het financieringsfonds behoort ontegensprekelijk toe aan de aangeslotenen.

13.3.2. Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis de geldende waardedata), dat aan de **reserves** toegekend wordt.

13.3.3. Wanneer de pensioentoezegging bij de pensioeninstelling wordt stopgezet, zonder verderzetting van de pensioentoezegging bij een andere pensioeninstelling, worden de eventueel achterstallige bijdragen aangezuiverd en wordt het financieringsfonds daarna verdeeld onder de aangeslotenen en renteniers in verhouding **tot** hun individuele **reserve**.

13.3.4. Indien een werkgever **of** werknemer om één of andere reden ophoudt **deel** uit te **maken** van het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008", kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het financieringsfonds.

### 14. Toezichtscomité

14.1. In overeenstemming met artikel 41 van de WAP bestaat er binnen de pensioeninstelling een toezichtscomité.

14.2. Het toezichtscomité is samengesteld voor de **half** uit **leden** die het personeel vertegenwoordigen aan wie de pensioentoezegging wordt gedaan, en voor de andere half uit werkgevers.

- 14.3. Het **toezichtscmité** ziet toe op de goede uitvoering van de pensioentoezegging door de pensioeninstelling en wordt door de pensioeninstelling jaarlijks in het bezit gesteld van het verslag omtrent het beheer van de pensioentoezegging **alvorens** zij dit aan de inrichter ter beschikking **stelt**.
- 14.4. Het toezichtscmité beslist jaarlijks over het percentage van de verdeling van het resultaat dat aan de aangeslotene wordt toegekend.
- 14.5. Het toezichtscmité adviseert over het toegepaste percentage van de **jaarlijkse** winst dat **als** dotatie aan het reservefonds wordt aangewend.

## 15. Verplichtingen van de betrokken partijen

### 15.1. Rechten en plichten van de inrichter

- De inrichter **zal alle** beschikbare gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de pensioentoezegging via elektronische wijze aan de pensioeninstelling overmaken;
- De inrichter zal de bijdragen voor de pensioentoezegging, **zoals** die door de RSZ worden **geïnd** en aan de inrichter globaal worden overgemaakt, **onmiddellijk** aan de pensioeninstelling doorstorten.
- De inrichter zal aan de aangeslotenen op eenvoudig verzoek het pensioenreglement ter beschikking stellen.
- De inrichter zal aan de aangeslotenen op eenvoudig verzoek het verslag van de pensioeninstelling ter beschikking stellen.
- De inrichter zal aan de aangeslotene op eenvoudig verzoek het verslag omtrent het beheer van de pensioentoezegging ter beschikking stellen
- De inrichter zal **alle** afspraken uitvoeren, zoals vastgelegd in een wederzijds aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst tussen de inrichter en de pensioeninstelling.
- De inrichter zal **alle** andere door de WAP aan de inrichter opgelegde verplichtingen nakomen

### 15.2. Rechten en plichten van de pensioeninstelling

- De pensioeninstelling zal de bijdragen zonder verwijl aan het **financieringsfonds** doorstorten.
- De pensioeninstelling zal de verzekeringstarieven met respect voor de geldende wettelijke bepalingen waarborgen
- De pensioeninstelling zal **alle** afspraken uitvoeren, zoals vastgelegd in een wederzijds aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst tussen de inrichter en de pensioeninstelling.
- De pensioeninstelling zal **alle** verplichtingen nakomen, zoals deze door de WAP aan de pensioeninstelling worden opgelegd en in uitvoering van voorgaand punt **eventueel** nader zijn aangevuld. Deze omvatten onder **meer** en zonder **limitatief**te zijn :
  - o Het jaarlijks **schriftelijk** en per post aan **elke** deelnemer bezorgen van een informatiefiche, met daarop het bedrag van de bijdragen, de verworven prestaties en de **datum** waarop deze opeisbaar zijn, de verworven **reserve** van het lopende en het voorgaande **jaar**, het reeds toegekend aandeel in de verdeling de resultaten en voor de aangeslotenen ouder dan 45 jaar **tenminste om** de vijf jaar het bedrag van de te verwachten **lijfrente** bij pensionering, zonder **af trek** van de belastingen, op basis van de **hypothese** dat de bijdragen **tot** de einddatum blijven verder **lopen**.

- o Het **jaarlijks** aan de inrichter bezorgen van een verslag over het beheer van de pensioentoezegging, waarin onder **meer** de volgende informatie is opgenomen :
  - De wijze van **financiering** van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering.
  - De beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en **leefmilieuaspecten**.
  - Het rendement van de beleggingen.
  - De aangerekende kosten.
  - Het bedrag en de wijze van verdeling van het resultaat van de pensioeninstelling.

### 15.3. **Rechten** en plichten van de **aangeslotene**

- De aangeslotene onderwerpt **zich** aan de bepalingen van het pensioenreglement
- De aangeslotene machtigt de inrichter **om** aan de pensioeninstelling **alle** inlichtingen en **bewijsstukken** over te **maken** die nodig zijn ter nakoming van de verplichtingen van de pensioeninstelling tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begunstigde(n)
- De aangeslotene of zijn begunstigde(n) **maakt/maken** in voorkomend **geval** de ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken over aan de inrichter of de pensioeninstelling
- Mocht de aangeslotene of zijn begunstigde(n) een hem of hen door dit pensioenreglement opgelegde voorwaarde niet nakomen en mocht daardoor voor hem of hen enig verlies van recht ontstaan, dan zullen de inrichter en de pensioeninstelling in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn begunstigde(n) in verband met de bij dit pensioenreglement geregelde prestaties.

### 16. **Onbetwistbaarheid** van de **gegevens**

- 16.1. De pensioeninstelling dekt de deelnemer op basis van de gegevens overgemaakt door de inrichter
- 16.2. De inrichter staat in voor de nauwkeurigheid van de inlichtingen en is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit **alle** onnauwkeurige onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen, die verstrekt worden aan de pensioeninstelling.
- 16.3. De pensioeninstelling houdt uitsluitend rekening met de laatst meegedeelde gegevens.

### 17. **Bescherming** van de persoonlijke levenssfeer

- 17.1. Om de pensioentoezegging uit te voeren, verstrekt de inrichter de **nodige** persoonlijke gegevens aan de pensioeninstelling.
- 17.2. De pensioeninstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk en met het uitsluitend **doel tot** het beheren van de pensioentoezegging, met uitsluiting van **elk** ander, al dan niet commercieel, oogmerk.
- 17.3. **Iedere** deelnemer waarvan persoonlijke gegevens bewaard worden, **heeft** het recht om inzage en verbetering van deze gegevens te verkrijgen, middels **schriftelijk** verzoek aan de pensioeninstelling met toevoeging van een kopie van de identiteitskaart.

### 18. **Invoering**, wijziging en **opheffing**en overdracht van de pensioentoezegging

- 18.1.1. Met **respect** voor de bepalingen van de WAP kan de pensioentoezegging **enkel** worden gewijzigd, stopgezet **en/of** overgedragen naar een andere pensioeninstelling door wijziging of stopzetting van de "CAO van 5 februari 2008".

- 18.1.2. In **geval** van stopzetting of **overdracht** van de pensioentoezegging naar een andere pensioeninstelling zal de **pensioeninstelling** de pensioenrekeningen premievrij **maken** op basis van de **tot het** moment van stopzetting of overdracht moment van stopzetting of overdracht **effectiefontvangen bijdragen**.
- 18.1.3. De eventuele **wijziging** zal in geen geval een **vermindering** van de verworven prestaties of van de verworven **reserves** voor verlopen dienstjaren **tot** gevolg hebben.
- 18.1.4. Geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen zal ten **laste** worden gelegd van de aangeslotenen of van de op het ogenblik van de overdracht verworven **reserve** worden afgetrokken.

## 19. Fiscale **bepalingen** en bruto bedragen

- 19.1. Wanneer de deelnemer en de **begunstigde hun** woonplaats in **België** hebben, is op basis van de situatie geldend bij aanvang van deze pensioentoezegging de **Belgische** wetgeving van **toepassing** op **zowel** de premies **als** de **uitkeringen**. Indien dit **niet** het geval is, dan **zouden** de fiscale **en/of** sociale lasten kunnen toegepast worden op basis van **buitenlandse wetgeving**, in **uitvoering** van de internationale verdragen die ter zake gelden.
- 19.2. Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van de pensioentoezegging vormen de werkgeversbijdragen aftrekbare beroepskosten voor zover het totaal bedrag van de door dit **reglement** naar aanleiding van pensionering gewaarborgde uitkeringen, de wettelijke pensioenen en enig andere uitkering van dezelfde aard de 80 % van het laatste normale brutoloon niet **overschrijdt**. Hierbij wordt rekening gehouden met de normale duur van de **beroepswerkzaamheid**, die overdraagbaarheid ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) (met een maximum van 80 %) en de voorziene **indexatie** van de rente (met een maximum van 2 %).
- 19.3. **Alle** bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit pensioenreglement en uit het sociaal sectoraal pensioenplan zijn bruto bedragen, waarop **alle** bij wet verschuldigde inhoudingen, **heffingen**, bijdragen en belastingen in mindering gebracht **moeten** worden. Al deze inhoudingen, **heffingen**, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

## 20. Overdracht van **reserves** van een andere **pensioeninstelling**

- 20.1. **Elke** aangeslotene kan de verworven aanspraken die opgebouwd werden bij een andere pensioeninstelling in het kader van een andere beroepsactiviteit overdragen naar de pensioeninstelling. De pensioeninstelling zal hiertoe een **specifieke** informatiefiche opstellen en deze aan de aangeslotene bezorgen.

## 21. Toepasseijk recht.

- 21.1. Op het pensioenreglement en **alles ermee** verband houdende is het Belgisch recht van toepassing. Eventuele geschillen **tussen** de partijen in dit verband behoren **tot** de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.
- 21.2. De bepalingen van dit pensioenreglement worden aangevuld met de algemene voorwaarden van de pensioeninstelling. In geval van strijdigheid primeren de bepalingen van het pensioenreglement.

## 22. Slotbepaling.

Onderhavig **reglement** wordt overeengekomen op basis van de thans gekende bepalingen en toepassingen van de WAP en haar uitvoeringsbesluiten.

\*\*\*

## **Bijlage 2 :**

### **Solidariteitsreglement**

#### **1. Doel en voorwerp van de solidariteitstoezegging.**

1.1. Het **solidariteitsreglement** wordt opgemaakt in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 **tot invoering** van een sociaal **sectoraal** pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in **landbouw**, alsook in **voorkomend** geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en **coördinatie** van het sociaal sectoraal pensioenplan, hierna "CAO van 5 februari 2008" **genoemd**.

1.2. Het solidariteitsreglement bepaalt de **aansluitingsvoorwaarden**, de regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden.

#### **2. Beheer**

2.1. Het beheer van de solidariteitstoezegging **omvat** de volgende deelaspecten: administratief, **financieel**, boekhoudkundig en **actuarieel** beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan het Waarborg - en Sociaal Fonds voor de Landbouw, Fonds voor Bestaanszekerheid, met maatschappelijke **zetel** te 1040 Brussel, Trierstraat 61, hierna solidariteitsinstelling genoemd.

2.2. Binnen de juridische structuur van de solidariteitsinstelling kan de inrichter ervoor opteren **om** één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

#### **3. Werking in de tijd.**

De solidariteitstoezegging vangt aan op 1 januari 2008. Het voortbestaan ervan gaat **samen** met de pensioentoezegging, **zoals** ingesteld bij de "CAO van 5 februari 2008".

#### **4. Definities.**

De begrippen die in het vervolg van dit **reglement** opgenomen zijn, worden toegelicht in de begrippenlijst, dewelke **als** bijlage is gehecht aan de "CAO van 5 februari 2008". De begrippen **moeten** in **elk** geval worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet van de Aanvullende Pensioenen, hierna WAP genoemd.

#### **5. Aansluiting**

5.1. Het solidariteitsreglement is verplicht van toepassing op **alle** arbeiders die op of na 1 januari 2008 verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst met een werkgever ressorterend onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008" via een arbeidsovereenkomst verbonden zijn of waren en waarvan het **loon** onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen, met uitzondering van de arbeiders die al een wettelijk pensioen ontvangen, **maar** hun activiteiten blijven uitoefenen in het kader van de toegelaten arbeid als gepensioneerde zonder schorsing van het wettelijk rustpensioen.

5.2. Zijn echter uitdrukkelijk uitgesloten de arbeiders dewelke worden uitgesloten door de "CAO van 5 februari 2008".

5.3. Elke arbeider die deze aansluitingsvoorwaarden vervult, wordt automatisch en verplicht aangesloten. De aansluiting houdt op vanaf het moment dat bovenstaande aansluitingsvoorwaarden **niet meer** gerespecteerd zijn.

#### **6. Solidariteitstoezegging.**

6.1. **Voor** zover de middelen beschikbaar zijn worden volgende solidariteitsprestaties voorzien:

- **Vergoeding** van inkomstenverlies bij overlijden van de **deelnemer** tijdens de beroepsloopbaan onder de **vorm** van een tijdelijke onvoorwaardelijke rente met een looptijd van 5 jaar, **gelijk** aan 250 € per jaar. Binnen de grenzen **bepaald** in de WAP en het **KB** Solidariteitsstelsel wordt de nominale **som** der rentes op het moment van overlijden **gecumuleerd** uitgekeerd.
- > Een **deelname** in de financiering van de **pensioentoezegging** gelijk aan 150 € voor de eerste **periode** van arbeidsongeschiktheid van 200 of **meer** dagen na een **periode** van gewaarborgd **loon** binnen een **periode** van vijf opeenvolgende kwartalen, wegens ziekte, **ongeval**, **bevallings-** of zwangerschapsrust, arbeidsongeval of **beroepsziekte**. Er wordt alleen **maar** rekening **gehouden** met de **periodes** van arbeidsongeschiktheid die een aanvang **nemen** ten vroegste op 1 **januari** 2008.
- > In **geval** van faillissement van de werkgever, de financiering van de pensioentoezegging **tot** dekking van de **niet-betaalde** bijdragen in het sectoraal aanvullend pensioenplan **tot** ten hoogste één **maand** na de faillietverklaring.

6.2. Bovenstaande prestaties gelden vanaf het moment dat de aangeslotene tenminste 132 dagen **gecumuleerde** tewerkstelling **als** arbeider bij één of meerdere werkgevers ressorterend onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari **2008**" kan aantonen, te tellen vanaf 1 januari 2008. De tewerkstelling wordt vastgesteld op basis van de bij de RSZ aangegeven arbeidsdagen en gelijkgestelde dagen. De **periode** van 132 dagen **hoeft** niet ononderbroken te zijn.

6.3. Is deze minimum **aansluitingstermijn** ten tijde van de uittreding niet voldaan, dan worden, in voorkomend geval, het aantal dagen gecumuleerde tewerkstelling bij onderstaande sociale sectorale pensioenplannen meegeteld **teneinde** na te gaan of de minimum aansluitingstermijn is voldaan of niet :

- het sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in het tuinbouwbedrijf
- het sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in de **ondernemingen** van de technische **land-** en tuinbouw.

6.4. De solidariteitstoezegging is een middelenverbintenis. Dit **wil** zeggen dat de niveaus der solidariteitsprestaties door de inrichter aan de bestaande en verwachte beschikbare middelen kunnen worden aangepast. Dit gebeurt met het oog op het behouden van het **financieel** evenwicht, **overeenkomstig** de bepalingen van de WAP, het KB solidariteitsstelsel en het KB Financiering van het solidariteitsstelsel en in overleg met de aangewezen actuaris.

6.5. Conform art. 6 van het KB Solidariteitsstelsel worden de solidariteitsprestaties verlaagd, indien de middelen onvoldoende zijn. Te dien einde **zal** de inrichter het **initiatief** nemen **om** onderhavig **reglement** aan te passen. De prestaties worden in dit geval in volgende rangorde **verminderd** :

- > De vergoeding van inkomstenverlies bij overlijden.
- > De financiering van het aanvullend pensioen bij arbeidsongeschiktheid.
- > De financiering van het aanvullend pensioen ingeval van faillissement.

De inrichter zal daartoe een herstelplan binnen de door de CBFA gestelde **termijn** aan de **CBFA** opsturen. Indien uit het daaropvolgend jaarlijks advies van de aangewezen actuaris blijkt dat het herstelplan niet geleid heeft **tot** het financieel evenwicht van het solidariteitsfonds zal de inrichter aan de CBFA vragen een herstelplan op te leggen.

## 7. Uittreding.

7.1. In geval van beëindiging van de **arbeidsovereenkomst**, anders dan door pensionering of overlijden, voor zover de deelnemer geen nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten met

een werkgever die eveneens **valt** onder het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008", vervallen **onmiddellijk alle** rechten en voordelen voorzien in het solidariteitsreglement.

## 8. Financiering.

**8.1.De** bijdragen voor de financiering van de solidariteitstoezegging worden berekend door de inrichter op basis van enerzijds het **bijdragepercentage** vermeld in het **financieringsreglement**, dewelke **als** bijlage is gehecht aan de "CAO van 5 februari 2008" en anderzijds de **lonen** aangegeven aan de RSZ. Deze bijdragen zijn ten **minste** gelijk aan 4,40 % van de **premies** voor de pensioentoezegging.

8.2.De bijdragen worden door de inrichter medegegeerd en integraal doorgestort aan de solidariteitsinstelling. De bijdragen worden door de solidariteitsinstelling zonder verwijl gestort aan het solidariteitsfonds.

**8.3.De** solidariteitsprestaties worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het KB Financiering van het Solidariteitsstelsel.

8.4.De solidariteitsprestaties voorzien onder art. 6.1. eerste en tweede punt worden door het solidariteitsfonds verzekerd bij een door de **Commissie** voor Bank, Financie- en **Assurantiewezen** toegelaten verzekeringsinstelling. De financieringsmethode is gebaseerd op een risicotarief volgens de techniek van tijdelijke premies van één jaar en volgens de principes van een resultaatsverbintenis. Het solidariteitsfonds **deelt** in het resultaat van de verzekeringsinstelling gerealiseerd op de verzekerde prestaties, overeenkomstig voorwaarden overeengekomen met de solidariteitsinstelling.

**8.5.De** solidariteitsprestatie voorzien onder art. 6.1. derde punt **volgt** volledig de bepalingen van het KB Financiering van het Solidariteitsstelsel.

## 9. Begunstigden en formaliteiten bij vereffening.

9.1.De prestatie bij overlijden van de deelnemer :

- > In **geval** van overlijden van de deelnemer worden de solidariteitsprestaties uitgekeerd aan dezelfde begunstigde(n), **zoals** deze zijn bepaald overeenkomstig het pensioenreglement.
- > De inrichter en de pensioeninstelling kunnen ieder bijkomend document opvragen **om** de identiteit van de begunstigde(n) te **verifiëren**.

9.2.De prestatie in geval van arbeidsongeschiktheid :

- > In geval van arbeidsongeschiktheid wordt de prestatie meegedeeld door de inrichter aan de pensioeninstelling. De prestatie **zal** op de individuele pensioenrekening van de werknemer gestort worden.

9.3.De prestaties in geval van faillissement.

- Op basis van de vergelijking van de aangegeven sociale zekerheidsbijdragen met de bijdragen, die effectief werden doorgestort door de RSZ, worden de door faillissement niet betaalde bijdragen bepaald. Dit bedrag wordt overgemaakt aan het financieringsfonds van de pensioentoezegging, ter uitvoering van de verplichtingen van deze toezegging.

## 10. Solidariteitsfonds.

10.1. In uitvoering van dit **reglement** wordt een solidariteitsfonds ingericht.

10.2. Het vermogen van het solidariteitsfonds wordt uitsluitend aangewend

- om de bij dit **reglement** bepaalde solidariteitsprestaties **uit te keren**, en
- om de premies te financieren van de in dit **reglement** bepaalde solidariteitsprestaties die door de solidariteitsinstelling op basis van een risicotarief worden gedekt.

### 10.3. Werking van **het fonds** :

#### 10.3.1. **Inkomsten** van het **solidariteitsfonds**

- De **stortingen** bepaald onder **artikel 8** van dit **reglement**
- > De financiële opbrengsten van het solidariteitsfonds, daarin inbegrepen **zowel** het rendement op de **reserves** van het solidariteitsfonds **als** de deelname in het **technisch resultaat** van de solidariteitsinstelling.

#### 10.3.2. Uitgaven van het Solidariteitsfonds

- De **financiering** van de in dit **reglement** bepaalde **solidariteitsprestaties welke** door de solidariteitsinstelling worden gedekt en die op basis van een risicotarief worden vastgesteld.
- > De bijdragen in de financiering van het stelsel van **aanvullend** pensioen bij faillissement, overeenkomstig de bepalingen van dit **reglement**.
- De kosten nodig voor het beheer van de solidariteitstoezegging, in uitvoering van de beheersovereenkomst tussen de inrichter en de solidariteitsinstelling, met respect voor de bepalingen van de WAP, het **KB** solidariteitsstelsel en het **KB** financiering van het solidariteitsstelsel.

### 10.4. Eigendom en beheer van het solidariteitsfonds.

10.4.1. Het solidariteitsfonds **behoort** toe aan het geheel van de aangeslotenen.

10.4.2. Indien een werkgever of werknemer **om** één of andere reden **ophoudt deel** uit te **maken** van het toepassingsgebied van de "CAO van 5 februari 2008", kan **hij** op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het solidariteitsfonds.

## 11. **Verplichtingen** van de betrokken **partijen**

### 11.1. Rechten en plichten van de inrichter

- De inrichter **zal alle** beschikbare gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de solidariteitstoezegging via elektronische wijze aan de solidariteitsinstelling overmaken.
- De inrichter zal de **bijdragen** voor de solidariteitstoezegging, **zoals** die door de RSZ worden geïnd en aan de inrichter globaal worden overgemaakt, onmiddellijk aan de solidariteitsinstelling doorstorten.
- De inrichter zal aan de aangeslotene op eenvoudig verzoek het solidariteitsreglement ter beschikking stellen.
- De inrichter zal aan de aangeslotene op eenvoudig verzoek het verslag omtrent het beheer van de solidariteitstoezegging ter beschikking stellen.
- De inrichter zal **alle** afspraken uitvoeren, zoals vastgelegd in een wederzijds aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst tussen de inrichter en de solidariteitsinstelling.
- **Alle** andere **door** de WAP aan de inrichter opgelegde verplichtingen

### 11.2. Rechten en plichten van de solidariteitsinstelling

- De solidariteitsinstelling zal de **bijdragen** zonder **verwijl** aan het solidariteitsfonds doorstorten.
- Het respecteren en uitvoeren van minimumregels inzake de financiering, het aanleggen van de voorzieningen en het beheer van het solidariteitsstelsel, in uitvoering van het KB Financiering van het Solidariteitsstelsel.
- **Alle** verplichtingen die door de WAP en het KB Solidariteitsstelsel aan de pensioeninstelling worden opgelegd. Deze omvatten onder **meer**:
  - Het jaarlijks opstellen van een gedetailleerde staat der activa, een balans en een resultatenrekening van het solidariteitsfonds.



- Het overmaken van dit verslag aan de CBFA binnen de **maand** na de goedkeuring **ervan**.
- Het actuarieel en financieel beheer.
- Het bepalen en aanleggen van voorzieningen en provisies.
- De belegging en evaluatie van de activa van het solidariteitsfonds werden vastgelegd volgens de regels van toepassing op de dekkingswaarde van de verzorgingsinstellingen in **uitvoering** van de wet van **9 juli** 1975.

### 11.3. Rechten en plichten van de **aangeslotene**

- De aangeslotene onderwerpt zich aan de bepalingen van het solidariteitsreglement
- De aangeslotene machtigt de inrichter **om** aan de **solidariteitsinstelling alle** inlichtingen en **bewijsstukken** over te **maken** die nodig zijn ter nakoming van de verplichtingen van de solidariteitsinstelling tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begunstigde(n)
- De aangeslotene of zijn begunstigde(n) **maakt/maken** in voorkomend **geval** de ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken over aan de inrichter of de solidariteitsinstelling
- Mocht de aangeslotene of zijn begunstigde(n) een hem of hen door dit solidariteitsreglement opgelegde voorwaarde niet nakomen en mocht daardoor voor hem of hen enig verlies van recht ontstaan, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn begunstigde(n) in verband met de bij dit solidariteitsreglement geregelde prestaties.

### 12. **Onbetwistbaarheid** van de gegevens

- 12.1. De solidariteitsinstelling dekt de deelnemer op basis van de gegevens **overgemaakt** door de inrichter.
- 12.2. De inrichter staat in voor de nauwkeurigheid van de inlichtingen en is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit **alle** onnauwkeurige onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen, die verstrekt worden aan de solidariteitsinstelling.
- 12.3. De solidariteitsinstelling houdt uitsluitend rekening met de laatst meegedeelde gegevens.

### 13. **Bescherming** van de persoonlijke levenssfeer

- 13.1. Om de solidariteitstoezegging uit te **voeren**, verstrekt de inrichter de nodige persoonlijke gegevens aan de solidariteitsinstelling.
- 13.2. De solidariteitsinstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk en met het uitsluitend **doel tot** het beheren van het sociaal sectoraal stelsel van aanvullend pensioen, met uitsluiting van **elk** ander, al dan niet commercieel, oogmerk.
- 13.3. **Iedere** aangeslotene waarvan persoonlijke gegevens bewaard worden, **heeft** het recht om inzage en verbetering van deze gegevens te verkrijgen, middels **schriftelijk** verzoek aan de solidariteitsinstelling met toevoeging van een kopie van de identiteitskaart.

### 14. Wijzigingsrecht

- 14.1. Het solidariteitsreglement kan **enkel** gewijzigd of stopgezet worden door wijziging of stopzetting van de "CAO van 5 februari 2008".
- 14.2. Het geheel van de solidariteitstoezeggingen is een **middelenverbintenis**. Dit betekent dat de solidariteitsprestaties van dit **reglement** permanent kunnen aangepast worden aan de bestaande en de te verwachten beschikbare middelen.

14.3. Dit **alles** gebeurt met **het** oog op het behouden van het **financiële evenwicht**, overeenkomstig de wettelijke bepalingen en in overleg met de actuaris.

15. **Ontbinding** en vereffening van het **solidariteitsfonds**

15.1. In **geval** van ontbinding en vereffening van het solidariteitsfonds dienen de bepalingen van de statuten van de inrichter die de ontbinding en vereffening regelen in acht genomen te worden.

16. **Toepasselijk recht.**

16.1. Op het **solidariteitsreglement** en **alles ermee** verband **houdende** is het Belgisch recht van toepassing. Eventuele geschillen tussen de partijen in dit verband behoren **tot** de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

16.2. De bepalingen van dit solidariteitsreglement worden aangevuld met de algemene voorwaarden van de solidariteitsinstelling. In geval van **strijdigheid primeren** de bepalingen van het solidariteitsreglement.

17. **Bruto** bedragen

17.1. **Alle** bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien **uit** dit solidariteitsreglement en uit het sociaal sectoraal pensioenplan zijn bruto bedragen, waarop **alle** bij wet verschuldigde inhoudingen, **heffingen**, bijdragen en belastingen in **minderung** gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, **heffingen**, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

18. **Slotbepaling.**

Onderhavig **reglement** wordt overeengekomen op basis van de thans gekende bepalingen en toepassingen van de WAP en haar uitvoeringsbesluiten.

\*\*\*

## Bijlage 3 :

### Financieringsreglement

#### 1. Doel en voorwerp van het financieringsreglement

Dit financieringsreglement wordt opgemaakt in **uitvoering** van de **collectieve** arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 **tot** invoering van een **sociaal** sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in **landbouw**, alsook in voorkomend geval, van de **collectieve** arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en **coördinatie** van het **sociaal** sectoraal pensioenplan, hierna "CAO van 5 februari 2008" **genoemd**.

Het financieringsreglement **legt** de regels en de **modaliteiten** inzake de **financiering** van het **sociaal** sectoraal pensioenplan vast.

#### 2. Werking in de tijd

Het financieringsreglement **neemt** aanvang op 1 januari 2008.

#### 3. Definities

De begrippen die in het vervolg van deze **collectieve** arbeidsovereenkomst en hun bijlagen zijn opgenomen, worden toegelicht in de begrippenlijst, dewelke als bijlage is gehecht aan de "CAO van 5 februari 2008". De begrippen **moeten** in **elk** geval worden opgevat in hun **betekenis zoals** verduidelijkt in de Wet op de Aanvullende Pensioenen van 28 **april** 2003, hierna "WAP" genoemd en diens uitvoeringsbesluiten

#### 4. Bijdragen en bijdragepercentages

4.1. De bijdragen voor de financiering van het **sociaal** sectoraal pensioenplan worden berekend door de inrichter op basis van enerzijds het bijdragepercentage vermeld in het financieringsreglement en anderzijds de refertelonen aangegeven aan de RSZ (aan 108%).

4.2. De vermelde bijdragepercentages omvatten **alle** administratieve kosten en **alle** kosten aangerekend door de pensioeninstelling, doch **niet** de RSZ-bijdrage noch de eventuele taksen.

4.3. Overzicht van de bijdragepercentages :

Periode	Bijdragepercentage geldend voor de pensioentoezegging	Bijdragepercentage geldend voor de solidariteitstoezegging	Bijdragepercentage te innen door de RZ
Vanaf 1 <sup>ste</sup> kwartaal 2008	0,96 % van het referteloon	0,04 % van het referteloon	1,00% <b>van</b> het referteloon

\*\*\*

## Bijlage 4 :

### Begrippenlijst

Aangeslotenen : Het geheel van **deelnemers** en gewezen deelnemers.

Arbeiders : arbeiders en arbeidsters, waarvan het **loon** onderworpen is aan de RSZ

Begrippenlijst : bijlage gehecht aan de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in **landbouw**, alsook in **voorkomend geval**, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot wijziging** en coördinatie van het sociaal sectoraal **pensioenplan**, ter **verduidelijking** van de begrippen opgenomen in deze CAO en **hun** bijlagen

**Begunstigde** : de natuurlijke persoon aan wie de **uitkering** van het kapitaal of de rente, die voorzien is overeenkomstig de bepalingen van het **pensioenreglement** of het solidariteitsreglement, dient te gebeuren.

Bijdrage pensioentoezegging: Het bedrag, betaalbaar door de werkgever voor de pensioentoezegging, in uitvoering van het financieringsreglement dat **als** bijlage is gevoegd aan de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw, alsook in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en **coördinatie** van het sociaal sectoraal pensioenplan.

Bijdrage solidariteitstoezegging : Het bedrag, betaald door de werkgever **tot financiering** van de solidariteitstoezegging, in uitvoering van het financieringsreglement dat als bijlage is gevoegd aan de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw, alsook in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenplan.

Bijdragen: De bijdragen **zoals** door de werkgever via RSZ aan de inrichter van het sociaal sectoraal pensioenplan gestort.

CAO : collectieve arbeidsovereenkomst

CAO van 5 februari 2008 : de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw, alsook in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenplan

CBFA : Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezen,, afgekort, **CBFA**, de geïntegreerde financiële toezichthouder, die opgericht werd door de wet van 2 augustus 2002 **betreffende** het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en het uitvoeringsbesluit van 25 maart 2003

Controlerend actuaris : de actuaris die de kwalificaties bezit zoals bepaald in artikel 40bis van de wet van 9 **juli** 1975 en die aangesteld door de inrichter

Deelnemer : De arbeider die behoort **tot** de **categorie** van personeel waarvoor de inrichter het sociaal sectoraal pensioenplan **heeft** ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet

Einddatum : de **datum van** pensionering voorzien in het pensioenreglement en het tijdstip waarop de **deelnemer** recht **heeft** op de **uitbetaling** van het verzekerd bedrag bij in **leven** zijn. De normale einddatum is vastgesteld op de eerste dag van de **maand** volgend op het bereiken van de **leeftijd** van 65 jaar.

Feitelijk samenwonende partner : de persoon die met de aangeslotene gedurende **minstens** één jaar ononderbroken **samenleeft**

Financieringsreglement : Het **reglement** dat de kenmerken van de **bijdragen** toelicht.

Financieringsfonds pensioen : Stelsel van collectieve **reserve**, dat wordt beheerd overeenkomstig de in het pensioenreglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen

Financieringsfonds solidariteit : Stelsel van collectieve **reserve**, dat wordt beheerd **overeenkomstig** de in het **solidariteitsreglement** gedefinieerde doelstellingen en bepalingen, ook solidariteitsfonds genoemd.

Fonds **2<sup>de</sup>** pijler **PC 144** : de inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw

Gewezen deelnemer : vroegere deelnemer, die nog steeds actuele of **uitgestelde** rechten geniet overeenkomstig het **reglement**

Groepsverzekering : overeenkomst **gesloten** bij de pensioeninstelling ten voordele van het geheel der aangeslotenen ter uitvoering van de pensioentoezegging.

Groene Sectoren : het geheel van de Paritaire Comités **144, 145** en **132**.

Inrichter: het Fonds **2<sup>de</sup>** pijler **PC 144**, **zoals** opgericht **door** de collectieve arbeidsovereenkomst van **5 februari** 2008 tot oprichting van het Fonds **2<sup>de</sup>** Pijler **PC 144**, zijnde de rechtspersoon, paritair samengesteld, aangeduid via CAO en opgericht volgens de Wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve **arbeidsovereenkomsten** en de paritaire comités, dat een pensioenstelsel invoert.

**Informatiefiche:** het jaarlijkse uittreksel dat aan de aangeslotene wordt **overgemaakt** met een overzicht van de reeds opgebouwde rechten op een welbepaalde datum in het jaar. Ook bekend onder de **naam pensioenfiche**, pensioenbrief of **benefit** statement.

KB69 : Koninklijk Besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers bedoeld in het Koninklijk Besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van werknemers en aan de personen bedoeld in artikel 32, **alinea** 1, 1° en 2° van het Wetboek van Inkomsten Belastingen 1992, tewerkgesteld buiten een **arbeidsovereenkomst**, ook KB69 genoemd.

KB Solidariteitsstelsel : Koninklijk Besluit van 14 november 2003 **tot vaststelling** van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels.

KB **Financiering** van het Solidariteitsstelsel : Koninklijk Besluit van 14 november 2003 **tot vaststelling** van de regels inzake de financiering en het beheer van een solidariteitstoezegging.

Kind : **elk** wettig geboren of verwekt **kind** van de aangeslotene **alsook elk** erkend natuurlijk kind of elk geadopteerd kind van de aangeslotene **evenals** elk kind van de **echtgenoot/echtgenote** of partner van de **gehuwde**, respectievelijk **wettelijk** samenwonende aangeslotene dat gedomicilieerd is op **het** adres van de aangeslotene.

Loon : het totaal **loon** van de arbeiders **onderworpen** aan sociale zekerheidsbijdragen

**Minimumwaarborg** : De wet verplicht de sector **om** een **minimumbedrag** te waarborgen. Dit bedrag wordt op de **pensioenfiche** meegedeeld. Indien dit bedrag groter is dan de verworven **reserve, moet** de **inrichter** - in **geval** de aangeslotene de sector **verlaat**, in **geval** van pensionering of in geval van **opheffing** van de pensioentoezegging- een bijkomende bijdrage storten om het verschil te financieren.

Overdracht van verworven **reserves**: Een aangeslotene **heeft** de mogelijkheid om de verworven **reserves** met betrekking **tot** zijn pensioentoezegging over te dragen voor zover hij uitgetreden is en deze niet het voorwerp uitmaken van een voorschot of een inpandgeving. **Na** overdracht van deze verworven **reserves** kan de aangeslotene geen rechten **meer** opeisen met betrekking **tot** zijn oude pensioentoezegging.

Paritair Comité 144 : Paritair Comité voor de Landbouw

Paritair Comité 145 : Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf

Paritair Comité 132: Paritair Comité voor de ondernemingen van de technische **land-** en .  
tuinbouwwerken

Pensioenfiche: het jaarlijkse **uittreksel** dat aan de aangeslotene wordt **overgemaakt** met een overzicht van de reeds opgebouwde rechten op een welbepaalde **datum** in het jaar. Ook bekend onder de **naam** informatiefiche, pensioenbrief of benefit statement.

**Pensioenreglement** : Het **reglement** dat de **kenmerken** van de pensioentoezegging toelicht: het **beschrijft** onder andere de verschillende rechten en verplichtingen van de sector, de aangeslotenen en de begunstigen met betrekking **tot** de pensioentoezegging, bijvoorbeeld de aansluitingsvoorwaarden, de voorziene pensioenvoordelen, **welke** betalingen **moeten** gedaan worden, door wie en wanneer deze gedaan worden

Pensioenstelsel : een collectieve pensioentoezegging

Pensioentoezegging : de toezegging van een aanvullend pensioen door de inrichter aan de aangeslotene **en/of** hun begunstigde(n), in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008

Premievrij contract : dit is de waarde van het verzekeringscontract waarvoor de aangeslotenen verzekerd blijven zonder **enige** verdere premiebetaling.

Referteloon : het loon verhoogd met 8%, waarop de bijdragen worden **geïnd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

RSZ : Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

Solidariteitsreglement : Het **reglement** dat de kenmerken van de solidariteitstoezegging toelicht: het **beschrijft** onder andere de verschillende rechten en verplichtingen van de sector, de aangeslotenen en de begunstigden met betrekking **tot** de solidariteitstoezegging, bijvoorbeeld de **aansluitingsvoorwaarden**, de voorziene **voordelen**, **welke** betalingen **moeten** gedaan **worden**, door wie en wanneer deze gedaan worden

Solidariteitstoezegging : de toezegging van solidariteitsprestaties door de **inrichter** aan de aangeslotene **en/of hun begunstigde(n)**, in uitvoering van de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal **sectoraal** pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in **landbouw**, **alsook** in voorkomend **geval**, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en **coördinatie** van het sociaal sectoraal pensioenplan

Sociaal sectoraal aanvullend pensioenplan : het geheel van de pensioentoezegging en de solidariteitstoezegging

Solidariteitsinstelling: Het Fonds voor Bestaanszekerheid die wordt aangeduid voor het beheer van de solidariteitstoezegging

Stelsel van aanvullend pensioen : het rustpensioen **en/of** het overlevingspensioen bij overlijden van de aangeslotene voor of na pensionering, of de **ermee** overeenstemmende **kapitaalswaarde**, die op basis van de in het pensioenreglement bepaalde verplichte storting worden toegekend ter aanvulling van een krachtens een wettelijke sociale zekerheidsregeling vastgesteld pensioen.

Toezegging van het type "vaste **bijdragen**" : de verbintenis **tot** het betalen van vooraf vastgestelde bijdragen.

Tarief of risicotarief: Het geheel van de door de pensioeninstelling of solidariteitsinstelling gewaarborgde tarifieringsregels van toepassing op de verzekerde risico's, voorgelegd door de verantwoordelijke actuaire van de verzekeringsmaatschappij en meegedeeld aan de CBFA. Het tarief **omvat** bepalingen betreffende het rendement, de eventueel gebruikte **sterftetafel** en de aangerekende kosten.

Toezegging van het type vaste **bijdrage** : De sector verbindt er zich toe **om** een vaste **bijdrage** op vooraf bepaalde tijdstippen aan de pensioeninstelling te storten; in het pensioenreglement is vooraf vastgelegd welke bijdragen op welke tijdstippen betaald worden; de bijdragen worden door de pensioeninstelling gekapitaliseerd volgens de regels uit het pensioenreglement **tot** ze aan de aangeslotene **uitgekeerd** worden.

Uittreding : de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door pensionering of **overlijden**, voor zover de deelnemer geen nieuwe arbeidsovereenkomst **heeft** gesloten met een werkgever die eveneens **valt** onder het toepassingsgebied van de CAO van 5 februari 2008 **tot** invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de arbeiders tewerkgesteld in landbouw, **alsook** in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot** wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenplan

UKMR : Uitgesteld Kapitaal Met terugbetaling van de opgebouwde **Reserves** bij overlijden voor de einddatum

